

REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTRE DE LA PLANIFICATION DU  
DEVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION  
NATIONALE



Programme d'Appui à la Gouvernance

## MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE GITANGA



PROVINCE RUTANA

Rutana, septembre 2006

# TABLE DES MATIERES

	Pages
<b>ABREVIATION</b>	<b>i</b>
<b>PREFACE</b>	<b>ii</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>CHAPITRE I : DESCRIPTION PHYSIQUE</b>	<b>2</b>
1.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE	2
1.2. ORGANISATION ADMINISTRATIVE	2
1.3. CLIMAT	4
1.4. RELIEF ETHYDROGRAPHIE	4
1.5. FLOREFAUNE	4
1.6. LE SOL	4
<b>CHAPITRE II.: DEMOGRAPHIE</b>	<b>5</b>
2.1. REPARTITION DE LA POPULATION ET DENSITE	5
2.2. POPULATION ET DENSITE	5
<b>CHAPITRE III. : AGRICULTURE</b>	<b>7</b>
3.1. SYSTEME CULTURAL	7
3.2. SITUATION ACTUELLE DES CULTURES	8
3.3. FACTEURS DE PRODUCTION	13
3.4. INTERVENANTS	15
3.5. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES	15
<b>CHAPITREIV. : ELEVAGE</b>	<b>16</b>
4.1. CHEPTEL DE LA COMMUNE	16
4.2. INTERVENANTS	19
4.3. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES	19
<b>CHAPITRE V. : PECHE ET PISCICULTURE</b>	<b>20</b>
5.1. INTERVENANTS	20
5.2. CONTRAINTES ET PERSPECTIVES	20
<b>CHAPITRE VI : FORÊTS</b>	<b>21</b>
6.1.FORMATIONS NATURELLES	21
6.2. DEBOISEMENT ARTIFICIELLE	21
6.3. PRODUCTION DES PLANTS FORESTIERS ET AGRO FORESTIERS	22
6.4. PRODUCTIONS FORESTIERES	22
6.5. LES INTERVENANTS	22
6.6. CONTRAINTES	22

<b>CHAPITRE VII : INDUSTRIE, ET ARTISANAT</b>	<b>24</b>
7.1. INDUSTRIE	24
7.2. ARTISANAT	24
CONTRAINTES	25
7.4. PERSPECTIVES	26
<b>CHAPITRE VIII. GEOLOGIE, MINES, MINERAIS ET CARRIERES</b>	<b>27</b>
8.1. FORMATIONS GÉOLOGIQUES	27
8.2. RESERVES MINERALES	27
<b>CHAPITRE IX : ENERGIE</b>	<b>28</b>
9.1. ENERGIE ELECTRIQUE	28
<b>CHAPITRE X. : COMMERCE ET SERVICES</b>	<b>29</b>
10.1. COMMERCE	29
10.2. TRANSPORT ET COMMUNICATION	31
10.4. INTERVENANTS	31
10.5. CONTRAINTES	31
<b>CHPITRE XI : .ACTION SOCIALE</b>	<b>33</b>
11.1. ACTION SOCIALE	33
11.2. REINSTALLATION ET REINSERTION	33
11.3. HABITAT	34
11.4. INTERVENANTS	34
11.5. CONTRAINTES	35
<b>CHAPITRE XII : SANTE ET APPROVISIONNEMENT EN EAU</b>	<b>35</b>
12.1. DONNEES EPIDEMIOLOGIQUES	35
11.2. MEDECINE PREVENTIVE	35
12.3.INFECTION VIH/SIDA	36
12.4. LA MEDECINE TRADITIONNELLE	36
12.5. SITUATION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES	36
12.6. RESSOURCES HUMAINES	38
12.7. APPROVISIONNEMENT EN EAU	39
12.8. INTERVENANTS	41
12.9. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES	41
<b>CHAPITRE XIII. : EDUCATION</b>	<b>43</b>
13.1. ENSEIGNEMENT FORMEL	43
13.2. ENSEIGNEMENT INFORMEL	46
13.3. INTERVENANTS	46
13.4. CONTRAINTES ET PERSPECTIVES	48

<b>CHAPITRE XIV : JEUNESSE, SPORT ET CULTURE</b>	<b>49</b>
14.1. ENCADREMENT DES JEUNES	49
14.2. SPORT	49
14.3. CULTURE	49
14.4. INTERVENANTS	49
14.5. CONTRAINTES	50
14.6. PERSPECTIVES	50
<b>CHAPITRE XV. : JUSTICE</b>	<b>51</b>
15.1. SERVICES JUDICIAIRES	51
15.2. JUSTICE GRACIEUSE	51
15.3. CONTRAINTES	51
15.4. PERSPECTIVES	52
<b>CHAPITRE XVI. : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT</b>	<b>53</b>
<b>CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS</b>	<b>58</b>
<b>BIBIOGRAPHIE</b>	<b>60</b>
<b>ANNEXES</b>	

## **ABREVIATIONS**

ABEC	: Association Burundaise des Explorateurs du Café
ABP	: Agence Burundaise de Presses
ACRC	: African Community Ressources
AHA	: African Humanisation Action
APP	: Antenne Provinciale du Plan
ASBL	: Association Sans But Lucratif
BCB	: Banque du Crédit du Burundi
BPS	: Bureau Provincial de la Santé
CCU	: Comité Communal des Usagers
CDF	: Centre de Développement Familial
CDS	: Centre de Santé
CFE	: Centre de Formation et de Perfectionnement
CEM	: Centre d'Enseignement des Métiers
CEP	: Centre de Formation et de Perfectionnement
CEPGL	: Communauté Economique de Pays de Grands Lacs
CEPP	: Centre de Formation et de Perfectionnement Professionnel.
CERADER	: Centre de Recherche en Agriculture et Développement Rural
CFA	: Centre de Formation Artisanale
CN	: Centre de Négoce
CNLS	: Conseil National de Lutte contre le Sida.
CNRS	: Commission Nationale des Réhabilitations des Sinistrés.
CNT	: Cadre Nutritionnel Thérapeutique
CPEA	: Création des Centres de Promotion d'Emploi non Agricole
CPF	: Centre de Formation et de perfectionnement Professionnel
CSLP	: Centre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DAGVA	: Direction Générale de la Mobilisation pour l'Auto développement et la Vulgarisation.
DAPA	: Département de l'Aquaculture et de la Pêche Artisanale
DGGM	: Direction Générale de la Géologie et des Mines.
DGHER	: Direction Général de l'Hydraulique et de l'Energie Rural
DPAF	: Direction Provinciale d'Agriculture et d'Elevage
EP	: Ecole Primaire
ES	: Ecole Secondaire
FACARGO	: Faculté d'Agronomie de l'Université du Burundi.
FAO	: Food and Agriculture Organization
FED	: Fonds Européen pour le Développement
FIDA	: Fonds International de Développement Agricole
FNS	: Fonds National pour les Sinistrés
HCB	: Help Channel Burundi
HCR	: Haut Commissariat pour le Réfugie
IMC	: International Medical Corps
INEAC	: Institut National d'Etudes Agronomiques du Congo belge et du Rwanda-Urundi.

INECN	: Institut National pour l'Environnement et la Conservation de la Nature
IRAZ	: Institut de Recherche Agronomique et Zootechnique
IRC	: International Ressources Community
ISABU	: Institut de Sciences Agronomiques du Burundi
LC	: Locaux Empreints
LL	: Locaux Loués
LP	: Locaux Propre
LVIA	: Association des Volontaires Laïcs
MEP	: Micro Entreprise Piscicole
MFP	: Ministère de la Fonction Public
MPDRN	: Ministère de la Planification de Développement et Reconstruction Nationale
MRAC	: Musée Royal pour l'Afrique Centrale
MST	: Maladies Sexuellement Transmissibles
OCB	: Organisations de Communauté à la Base
OCHA	: Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OCIBU	: Office des cafés du Burundi
OIPC	: Officier de l'Inspection des Provinces et Communes
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
ONATEL	: Office National de Télécommunication
OP	: Organisations de Production
OTB	: Office Théicole du Burundi
PAM	: Programme Alimentaire Mondial
PEA	: Projet Eaux et Assainissement
PEV	: Programme Elargi de Vaccination
PJP	: Police Judiciaire de Parquets
PNUD	: Programme des Nations Unis pour le Développement
PRASAP	: Projet à la Réhabilitation et d'Appui au Secteur Agricole du Burundi
PRFBU	: Projet de Relance Economique du Burundi
PVVS	: Personnes Vivant avec le VIH/SIDA
RC	: Route Communale
RCE	: Régie Communales des Eaux
RDC	: République Démocratique du Congo
RN	: Route Nationale
RNP	: Route Nationale Provinciale
RP	: Route Provinciale
SE	: Salle Empreinte
SIDA	: Syndrome d'Immuno Diffiscience Acquises
SODECO	: Société de Démarchage et de Commercialisation
SOGESTAL	: Société de Gestion des Stations de Lavage
SOSUMO	: Société Sucrière du Moso
SPPL	: Sous Programme Planification Locale
TPO	: Transcultural Psychosocial Organisation
UNICEF	: Fonds de Nations Unies pour l'enfance

## PREFACE

*La Monographie de la commune est l'initiative du Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale (MPDRN) avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Elle est élaborée pour mettre à la disposition de ses partenaires des informations spécifiques à la commune pour guider leurs interventions en matière de développement socio-économique de ladite commune.*

*En effet, cette monographie décrit, sur base des données tirées de la banque des données provinciale informatisée, la situation de référence de la commune : description physique, organisation administrative, situation actuelle des différents secteurs...*

*La démarche méthodologique appliquée pour l'élaboration de la banque des données et de la monographie a été fondée sur l'approche participative qui a impliqué, à toutes les étapes de leurs réalisations, environ 80 personnes ressources. Ces étapes concernent la conception des fiches de collecte de données, la collecte des données proprement dite, le dépouillement et le traitement des données, les travaux d'analyse, la consolidation, la validation et la rédaction définitive.*

*Aussi, le Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale voudrait-il, au terme de ce travail, adresser sa profonde gratitude à toutes les personnes physiques ou morales qui ont contribué à l'effort de réalisation de cette monographie, l'aboutissement de plusieurs centaines de pages manuscrites, très souvent reprises, raturées ou refaites dans le seul souci de formuler le meilleur diagnostic possible, sur la problématique du développement de la commune.*

*Le MPDRN remercie singulièrement tous les Ministères impliqués pour la mise à sa disposition de l'expertise de leurs cadres dont l'apport a été fort apprécié.*

*A l'Administrateur communal, aux techniciens communaux et des zones, aux responsables des projets et ONGs, aux différents experts, auteurs de cette monographie, il présente ses félicitations et tient à exprimer ses respects pour le travail accompli, cela dans un esprit de totale abnégation.*

*Le MPDRN exprime également sa gratitude au PNUD pour son assistance financière et logistique sans laquelle la matérialisation de ce travail n'aurait été qu'une utopie.*

*A toutes les personnes ressources de terrain qui ont accepté le sacrifice de se soumettre à d'interminables interviews parfois fastidieuses, au remplissage des fiches de collecte de données et questionnaires souvent compliqués à tous les services qui ont permis l'accès facile à leurs sources d'informations, le MPDRN apprécie à sa juste valeur leurs contributions.*

*Enfin, le MPDRN reconnaît, que malgré un gros effort de clarification et de mise à jour des données recueillies ainsi que leurs sources, il subsiste des limites quant à leur fiabilité totale. De ce fait, il sollicite la contribution de tous dans les prochaines actualisations de la banque des données informatisée et de la monographie communale afin qu'elles deviennent progressivement des sources d'informations de plus en plus fiables et ainsi faciliter le suivi des indicateurs d'exécution des différents instruments de planification tel que le CSLP.*

*En attendant, ces produits permettront prochainement la mise en place du plan local de développement afin de répondre aux préoccupations de la population de la commune .*

**LE MINISTRE DE LA PLANIFICATION  
DU DEVELOPPEMENT ET DE LA  
RECONSTRUCTION NATIONALE**

  
**Madame Marie-Goreth NIZIGAMA**



## **INTRODUCTION**

La présente étude a pour but de dresser un état des lieux et de situer le niveau de développement des secteurs tant économiques que sociaux atteint par la Commune.

Inscrite d'abord dans le mandat du Projet d'Appui à la Planification Locale (PPL) et ensuite dans celui du Sous Programme Planification Locale (SPPL) du Programme d'Appui à la Gouvernance du PNUD, cette étude contient nombre de données susceptibles d'aider les planificateurs à mieux cerner et circonscrire leurs recherches pour une meilleure orientation du Gouvernement et autres décideurs dans leur prise de décisions pour un développement durable et harmonieux de tous les secteurs.

L'approche méthodologique utilisée pour la collecte des données reposait sur les enquêtes de terrain, les diverses publications de différents ministères ainsi que des services, organismes et entreprises intervenant de près ou de loin dans les secteurs précités, les rapports des services provinciaux et les interviews effectuées sur terrain, ... Aussi, un bon nombre de ces données doit-il être considéré comme des simples ordres de grandeur. Il s'agit particulièrement des données sur la démographie, l'agriculture, l'élevage, ...

Bien que réalisée dans un environnement professionnel très difficile, cette monographie constitue un outil important pour l'élaboration et la mise en place d'un « Plan de Développement communal »; cadre dans lequel devront évoluer les structures tant nationales qu'internationales impliquées dans le développement de façon à intégrer toutes les composantes du milieu en tenant compte des potentialités biophysiques locales et des caractéristiques sociales des populations concernées.

La présente monographie comporte seize chapitres répartis comme indiqué dans la table des matières.

Enfin, le lecteur est prévenu que cette monographie est une œuvre humaine et que le MPDRN attend les suggestions en vue d'apporter des améliorations aux futures éditions qui seront réalisées dans les prochaines années.

# **CHAPITRE I : DESCRIPTION PHYSIQUE**

## **1.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE**

La commune Gitanga s'étend sur une superficie de 290,70 km<sup>2</sup>, soit 15% de la superficie de la province et 1% de celle du pays. Son chef-lieu Gitanga est situé au Sud de la ville de Rutana, chef-lieu de la province.

Elle est limitée:

- au Nord par la commune Rutana ;
- au Sud par les communes Makamba et Kayogoro (province Makamba) ;
- à l'Est par la commune Bukemba ;
- à l'Ouest par la commune de Rutovu (province Bururi).

## **1.2. ORGANISATION ADMINISTRATIVE**

La commune de Gitanga est subdivisée en 3 zones et de 25 collines de recensement.

Tableau 1.1 : Découpage administratif de la commune

Zones	Collines de recensement
Gitanga	1.Kazeba 2.Gitanga 3.Gatwaro 4.Nyabikenke 5.Cikinga 6.Ntuku 7.Kirembe 8.Museno 9.Bigina
Kinzaanza	10.Kinzaanza 11.Nyamabuye 12.Maramvya 13.Kabago 14.Cunda 15.Rukobe 16.Kabanga
Nyakuguma	17.Nyakuguma 18.Muyange 19.Musongati 20.Nyabisambwe 21.Ngoma 22.Gisenyi 23.Kivoga 24.Mutsindozi 25.Samahuge
<b>Total commune</b>	<b>25</b>

Source : Découpage administratif du Burundi/MININTER/UPP/  
IFES/USAID/Décembre 2005

Carte n°1 : Carte du découpage administratif



### **1.3. CLIMAT**

La commune de Gitanga s'étend dans les régions naturelles Moso, Buyogoma, Buragane et Bututsi. Le climat est du type tropical tempéré.

Le régime pluviométrique varie de 1175 à 1210mm fait apparaître une saison sèche de quatre mois et une saison des pluies d'octobre en avril avec un maximum en avril et un minimum en janvier. Les températures varient de 11-28°C au cours de l'année.

### **1.4. RELIEF ET HYDROGRAPHIE**

Le relief est accidenté. Dans le Buyogoma sur les plateaux, l'altitude diminue progressivement passant de 2000m à 1500m.

La région du Moso est drainée par la rivière de Malagarazi et quatre de ses affluents. Dans les plateaux du Buyogoma et de Buragane se trouvent les rivières de Mukazyé, Musasa et Mutsindozi.

### **1.5. FLORE ET FAUNE**

La végétation de la savane est constituée en plus abondant par *Hymenocardia acida*, *Parinari curatellifolia*, ainsi que de graminées comme *Loudetia simplex*, des fougères, des sélaginelles et des champignons dont des espèces comestibles.

Dans la forêt galerie, on y trouve plus particulièrement *Newtonia buchananii*, *Syzygium cordatum* et *Afromomum sanguineus*.

Les espèces faunistiques les plus caractéristiques sont le cercopithèque (Grivet), les petits mammifères, les reptiles dont les serpents, ainsi qu'une abondante avifaune dont *onychognathus morio*, *Musophage rossae*, *Motacilla capensis*, *Bostrychia hagadash*, *Lophaetus occipitalis*.

Parmi les ophidiens rencontrés, on citera notamment *Dendroaspis jamesoni*, *Bitis gabonica* et *Naja nigricollis*. Les insectes sont représentés par les termites, les criquets, libellules et diverses espèces de papillons.

### **1.6. LES SOLS**

Les principaux matériaux constituant les sols sont des schistes et schisto-quartzites, des roches basiques, des roches basiques, calcaires dolomitiques et grès quartzitiques. Les versants escarpés sont en général très érodé et leurs sols peu épais. Sur les replats et versants à faible pente, bien drainés, les sols sont généralement profonds mais souvent dénaturés. Les fonds de vallées et les formations alluviales caractérisées par un drainage défectueux ont une tendance tourbeuse.

## **CHAPITRE II : DEMOGRAPHIE**

La commune Gitanga couvrant une superficie de 290,70 km<sup>2</sup>, regroupait en 1990 lors du dernier recensement général, une population de 24814 habitants. Dans les années passées, un effort particulier a été entrepris par des chercheurs, organismes d'appui ou services gouvernementaux pour approfondir la connaissance sur les structures de cette population. Les données de base se composent des résultats des statistiques officielles, qui sont des estimations faites d'année en année.

### **2.1. REPARTITION DE LA POPULATION ET DENSITE**

La densité de la population joue un rôle essentiel dès qu'il s'agit de l'implantation des équipements ou l'augmentation du degré de desserte des infrastructures. Le découpage en zones de différentes densités en fonction de la répartition spatiale ne permettra pas seulement de mieux évaluer les aspects démographiques, également de mettre en valeur les capacités d'accueil de cette province. Elles sont fonctions des terres disponibles ou des différentes intensités d'occupations. La population de la commune Gitanga est estimée à 37050 habitants en 2005, soit 13% de la population la province Rutana et 0,48% de celle du pays. La densité est de 127 hab/km<sup>2</sup>.

La population de la commune est composée en majorité par des jeunes de moins de 25ans qui représentent 65 % de sa population. (cfr. tableau 2.1).

Tableau 2.1 : Population par tranches d'âges en 2005 de la commune

Groupes D'âges	sexe		
	Hommes	Femmes	Total
0-4	4181	3850	8031
5-9	3052	2975	6027
10-14	2123	2070	4193
15-19	1562	1851	3413
20-24	1295	1680	2975
25-29	1360	1693	3053
30-34	1113	1124	2237
35-39	762	787	1549
40-44	507	581	1088
45-49	392	518	910
50-54	308	493	801
55-59	271	317	588
60-64	256	333	589
65-69	185	199	384
70-74	201	312	513
75-79	106	100	206
80 +	273	220	493
<b>Total</b>	<b>17947</b>	<b>19103</b>	<b>37050</b>

Source : MININTER/UPP/Avril 2006

Le tableau 2.2 indique la projection de la population de la commune. En 2010, cette population sera de 42728 habitants, soit 12,67% de la population provinciale.

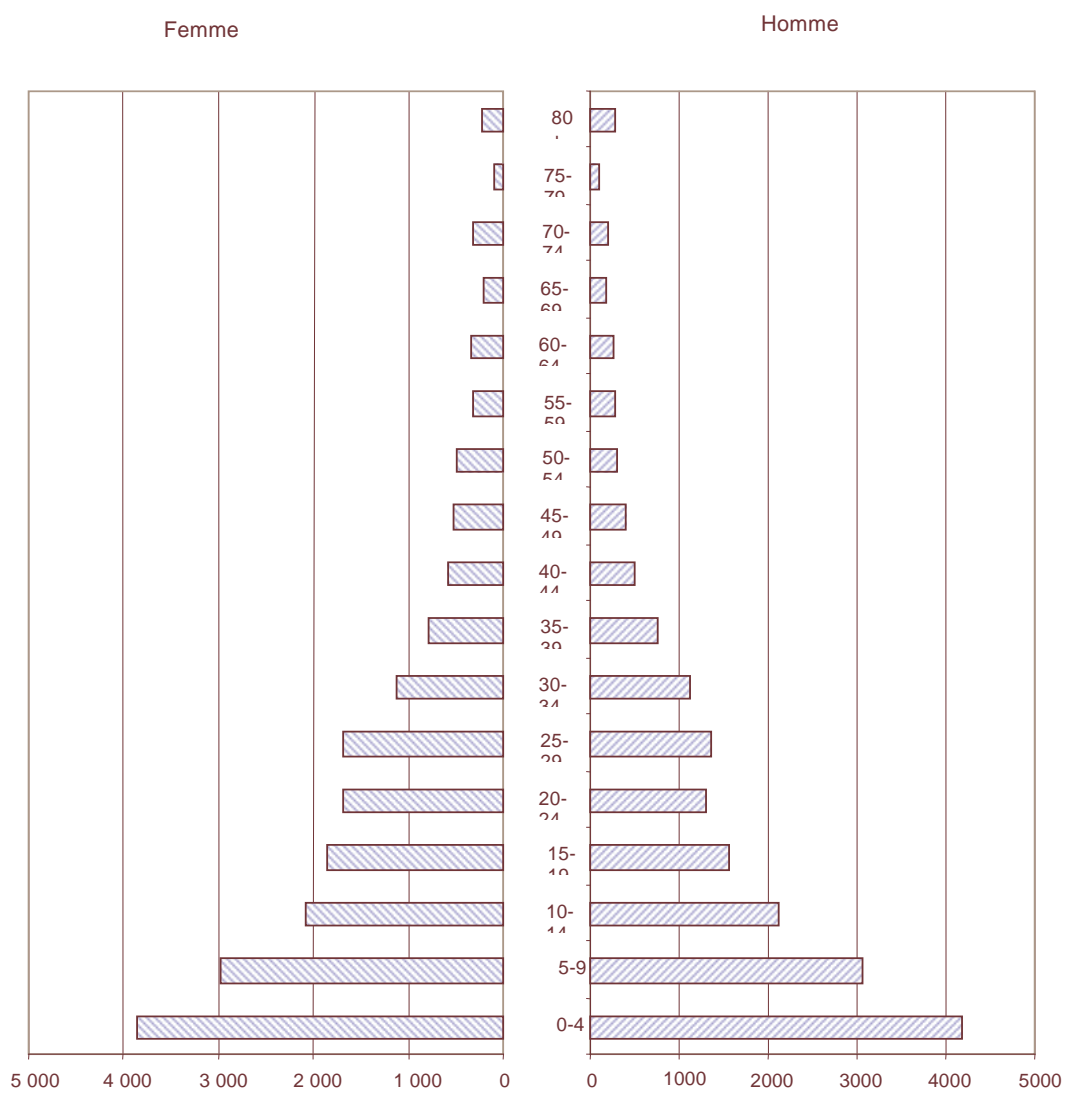
La population sera augmentée de 5777 soit 15,6% en 2010.

Tableau 2.2 : Projection de l'évolution de la population de la commune

Année Communes	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
GITANGA	34860	35888	36951	38037	39159	40313	41504	42728
<b>Total province</b>	<b>275120</b>	<b>283236</b>	<b>291707</b>	<b>300194</b>	<b>309050</b>	<b>318167</b>	<b>327553</b>	<b>337215</b>

Source : MININTER/UPP /Avril 2006

Figure n°1 : Pyramide des âges de la population en 2005



### **III. AGRICULTURE**

L'agriculture dans la commune Gitanga constitue la principale activité qui occupe plus de 90% de la population. Cependant, elle ne suffit pas à assurer l'autosuffisance des conditions de vie descente à une majorité de la population. Ceci explique l'exode rural massif de jeunes actifs ruraux.

Faute d'une étude particulière, il est difficile aujourd'hui d'évaluer l'intensité d'occupation des terres dans la commune. Une telle étude dans l'avenir permettra d'analyser plus profondément les potentialités réelles en cette matière afin de mieux appréhender le terroir agricole de la province.

Le système foncier est étroitement lié aux structures sociales familiales (lignage). Le droit d'usage est simplement concédé aux héritiers masculins en raison de la pression démographique, de la continuité des terres et de l'importance des aménagements pour la mise en valeur. Le faire-valoir est direct.

Cette agriculture est traditionnelle itinérante sur brûlis. Les exploitations sont familiales très petites n'excédant pas 70 ares. L'insuffisance de fertilisants et produits phytosanitaires entraînent une faible production dans la commune.

#### **3.1. SYSTEME CULTURAL**

Le système cultural dans la commune est traditionnel. La saison culturale commence en début de la saison des pluies. Deux saisons culturales se succèdent : la première, « Agatasi » correspond à la petite saison des pluies et va d'octobre en janvier. La seconde, « Impeshi » correspond à la grande saison des pluies et va de février en juin. Les jachères varient selon l'importance de la propriété et leur durée diminue face à la pression démographique.

En fin Août les paysans préparent soigneusement leurs champs. Les arbustes sont coupés à la serpette, à la hache, les tiges sèches de maïs, du sorgho et de manioc sont brûlées. Les paysans fument leurs champs s'ils disposent du fumier, puis vient le labour à la houe. Dès les premières pluies, les paysans sèment. Le manioc est planté en association avec le haricot et le maïs; le haricot est récolté à partir de janvier, le maïs en mars-avril. Quant au manioc, il reste en terre 1,5-2 ans sur le champ, la récolte se faisant en fonction des besoins.

A partir de février, la grande saison des pluies annonce le second cycle de semences en haricot, sorgho, patate douce, arachide. Les récoltes se terminent en juin, juste au début de la saison sèche (morte saison) appelée « Ici ». Mais pour faire face aux problèmes de soudure qui se font souvent sentir, les paysans pratiquent en marais une culture de patates douces, haricot, maïs, cultures maraîchères semées en juillet et récoltées en début octobre, qui permet d'assurer la transition avec les productions de l'année suivante.

### **3.2. SITUATION ACTUELLE DES CULTURES**

Les cultures cultivées dans la commune sont les cultures vivrières, cultures de rente (industrielles), les cultures maraîchères et les cultures fruitières.

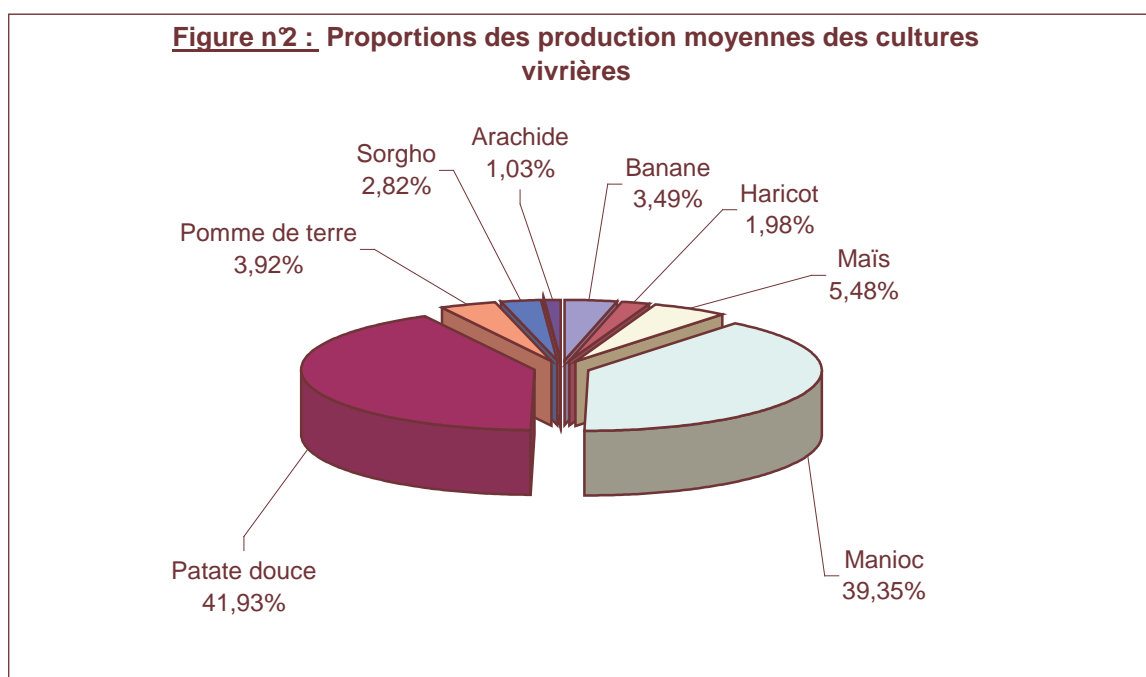
#### **3.2.1. Cultures vivrières**

Les principales cultures vivrières de la commune de Gitanga par ordre d'importance sont : le manioc, la banane, la patate douce, le haricot, le maïs, la pomme de terre, le sorgho, et en dernier lieu l'arachide.

Les cultures comme la pomme de terre, le sorgho et l'arachide sont cultivées à petite échelle.

La pratique culturale est de type traditionnel, assurée en grande partie par les femmes avec une prédominance de cultures en associations.

Les informations analysées, sont des estimations dans la commune validées par la D.P.A.E.Rutana.





### 3.2.1.1. Patate douce

Les tubercules de patate douce sont beaucoup consommés par la population de la commune. La patate douce est cultivée dans toutes les collines de la commune. Elle est également cultivée dans les marais en grande quantité pendant la saison sèche. Une partie de la récolte est vendue par les paysans sur les marchés de la commune et de la province. Sa production moyenne est estimée à 26.615 tonnes, soit 42% de la production vivrière de la commune et vient en première position.

### 3.2.1.2. Manioc

Le manioc est beaucoup cultivé par la population de la commune sur toutes les collines. Les plantations se font à plusieurs reprises au cours de l'année et les récoltes se déroulent aussi toute l'année, à mesure des besoins. Le champ sert de grenier.

Le manioc est l'aliment de base de la population. Il est consommé sous forme de pâte « ubugali », sous forme de tubercules épluchés bouillis et les feuilles sous forme de légume « isombe ».

Sa production moyenne est évaluée à 24.982 tonnes, soit 39% de la production vivrière de la commune. Par rapport aux autres cultures vivrières cultivées dans la commune, le manioc occupe la deuxième place.

### 3.2.1.3. Maïs

Le maïs est cultivé en association avec le haricot pendant la première saison culturale. Sa production moyenne est estimée à 3.480 tonnes, soit 6% de la production vivrière dans la commune. Une grande partie de la production est destinée à l'autoconsommation et l'autre partie à la vente. La culture du maïs comparée à d'autres cultures vient en troisième position.

### 3.2.1.4. Pomme de terre

La pomme de terre est également l'un des aliments de base de la population. Elle procure aussi de revenus substantiels aux paysans. Sa production moyenne est de 2.489 tonnes par an, soit 4% des vivriers et occupe la quatrième place dans la commune.

### 3.2.1.5. Banane

Le bananier joue un rôle très important ; car il produit, outre, les bananes plantains et les bananes fruits, les bananes à bière « urwarwa » très consommée dans la commune. La production de la banane est évaluée à 2.215 tonnes et vient en cinquième position après le manioc des cultures vivrières de la commune. Elle constitue l'un des aliments de base et également une source de revenus pour les paysans de la commune.

### 3.2.1.6. Haricot

Cette légumineuse est utilisée dans presque tous les repas des populations de la commune. Le haricot est une source importante de protéines végétales aux ménages. Sa production moyenne dans la commune est estimée à 1.256 tonnes. Le haricot est semé en toutes saisons, la première saison en association avec le maïs.

### 3.2.1.7. Arachide

La production moyenne de l'arachide est estimée à 656 tonnes dans la commune. Une grande partie de la production est vendue sur les marchés de la commune où aux commerçants grossistes. Et, une petite quantité sert d'autoconsommation. Cette culture occupe la dernière position des cultures vivrières, mais procure aux ménages des revenus.

### 3.2.1.8. Sorgho

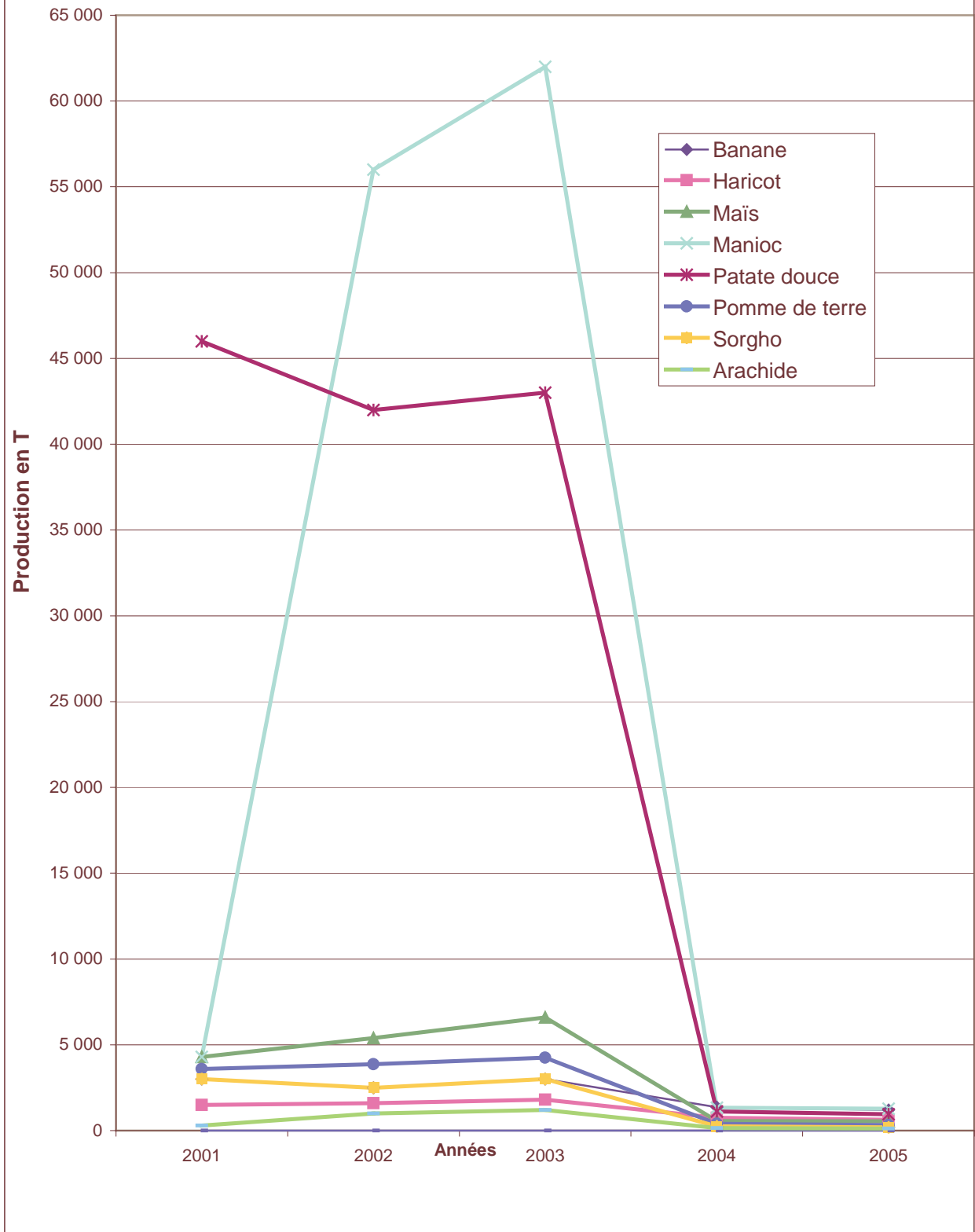
Le sorgho est cultivé dans la commune en grande partie dans les marais par les ménages et constitue une source de revenu des populations. La population fabrique à moindre importance la bière locale mais préfère vendre les grains de sorgho aux marchés de la province. Sa production moyenne est estimée à 1.788 tonnes.

Tableau 3.1. : Evolution des différentes spéculations agricoles de la commune Gitanga 2001-2005 en tonnes

Années	2001	2002	2003	2004	2005	Prod. Moyenne en tonne	Prop. %
Banane	3.000	2.500	3.000	1.366	1.211	2.215	3
Haricot	1.500	1.600	1.800	745	637	1.256	2
Maïs	4.300	5.400	6.600	559	542	3.480	6
Manioc	4.300	56.000	62.000	1.335	1.275	24.982	39
Patate douce	46.000	42.000	43.000	1.118	956	26.615	42
Pomme de terre	3.600	3.870	4.250	404	319	2.489	4
Sorgho	3.000	2.500	3.000	248	191	1.788	3
Arachide	300	1.000	1.200	155	127	656	1
<b>Total</b>	<b>66.500</b>	<b>114.870</b>	<b>124.850</b>	<b>5.930</b>	<b>5.258</b>	<b>63.482</b>	<b>100</b>

Source : DPAE/Rutana/ Mars 2006

Graphique n°1: Evolution des cultures vivrières dans Gitanga



### **3.2.2. Cultures de rente**

La seule culture industrielle rencontrée dans la commune de Gitanga est essentiellement le café. La commune totalise autour de 800.000 pieds.

### **3.2.3. Cultures fruitières**

Les plantations fruitières dans la commune sont les avocatiers en grande quantité, les orangers, les citronniers et les manguiers.

Selon la DPAE/Rutana, l'avocatier occupe la première place avec une production de 10246,5 tonnes d'avocats. Les manguiers occupent la deuxième place dans les productions fruitières de la commune. (cfr. Tableau 3.2).

Les plantations fruitières sont de petites exploitations familiales non loin des habitations. La grande partie des productions fruitières est vendue par les paysans.

Tableau 3.2 : Production Fruitière en 2005

Cultures fruitières	Surface (ha)	Production (Tonnes)
Avocatiers	9,5	10246,5
Orangers	1	10
Citronniers	0,5	5
Manguiers.	6,5	6831

Source : DPAE/Rutana/Mars 2006

### **3.2.4. Cultures maraîchères**

Les maraîchères cultivées dans la commune sont : tomate, oignon, chou, carotte.

Le tableau ci-dessous indique les superficies et les productions des différentes cultures maraîchères dans la commune. Les cultures maraîchères procurent à chaque famille paysanne des entrées d'argent ; car presque toutes les productions sont commercialisées.

Tableau 3.3 : Production maraîchère en 2005

Cultures maraîchères	Superficie (ha)	Production (Tonnes)
Tomates	31	62000
Oignons	14	2100
Choux	18	7200
Carottes	2	800

Source : DPAE/Rutana/Mars 2006

### **3.3. FACTEURS DE PRODUCTION**

Les facteurs de productions sont : la terre, la main d'œuvre et les intrants agricoles (Semences améliorées, les fertilisants/engrais, produits phytosanitaires.....).

#### **3.3.1. Disponibilité des terres**

La commune Gitanga dispose huit marais d'une superficie totale de 735 ha dont 163 ha sont mis en valeur et exploités par l'ISABU et la D.P.A.E. Rutana dans la multiplication du manioc résistante à la mosaïque (cfr. tableau 3.4)

Tableau 3.4 : Situation des marais dans la commune

Nom du marais	Superficie totale (ha)	Superficie aménageable (ha)	Superficie aménagée (ha)
Mutsindozi	80	80	-
Cunda	50	50	-
BWINJIRA	58	58	-
Nyakagonde	80	80	-
Kabanga	75	75	-
Mugomera	72	72	10
Munyura	80	80	-
Murera	40	40	-
Musasa	200	200	153
<b>Total communal</b>	<b>735</b>	<b>735</b>	<b>163</b>

Source : D.P.A.E./Rutana/Mars 2006

#### **3.3.2. Main-d'œuvre**

La main d'œuvre varie selon le mode d'exploitation.

Le mode familial utilise la main d'œuvre familiale, y compris celle des enfants. Les plus jeunes enfants gardent les troupeaux ou protègent semailles et les contrôlent contre les oiseaux. L'homme s'occupe de défricher, de houer, de construire et d'entretenir l'habitation. Il vaque à l'entretien des vaches que la famille possède. La femme fait une partie des houages, sème, sarcle et récolte.

La main-d'œuvre salariée est le second mode d'exploitation. Cette pratique a lieu lors des activités intenses surtout au début de la première saison culturale où une famille engage une main d'œuvre soit locale ou venue d'ailleurs pour l'aider à terminer les travaux champêtres à temps.

### **3.3.3. Intrants agricoles**

Les intrants agricoles sont : les semences, les fertilisants et produits phytosanitaires

#### **3.3.3.1. Les semences améliorées**

Les paysans prélèvent leurs semences et les boutures sur les récoltes faites, qu'ils conservent jusqu'à la nouvelle saison culturale. Les paysans de cette commune ont leurs champs autour des habitations ou dans les vallées. Ces champs sont exploités de façon traditionnelle. Cet état de faits entraîne une réduction des récoltes et la population parfois ne trouve pas des semences pour la culture prochaine. Il existe un centre semencier en colline Bigina avec 153 ha qui produit les semences du maïs, du haricot, du manioc et du sorgho.

#### **3.3.3.2. Les fertilisants et les produits phytosanitaires**

Les engrais et les produits phytosanitaires sont peu utilisés sur les cultures vivrières, car l'approvisionnement reste difficile.

Par contre, les paysans agriculteurs utilisent ces produits pour le café. Ces produits sont donnés par l'OCIBU sous forme de don.

#### **3.3.3.3. Equipements et Outils agricoles**

L'outillage reste rudimentaire et très varié. Il se caractérise par l'absence des machines et de la traction animale.

Avant les semailles, les champs sont préparés, les arbustes sont abattus à la hache, à la serpette (umuhoro) ou à la machette (umupanga). Le labour se fait à la houe importée. La houe reste l'outil de base.

Le transport des produits agricoles se fait avec des paniers ou des sacs (ibiseke ou imifuko).

#### **3.3.3.4. Encadrement technique et vulgarisation agricole**

L'encadrement technique des paysans agriculteurs et la vulgarisation agricole est assuré par un agronome communal qui supervise des vulgarisateurs agricoles au niveau de chaque colline. L'agronome communal dispose d'un moyen de déplacement, une moto. Ce moyen de déplacement constitue un outil pour l'encadrement technique et la vulgarisation agricole pour des visites dans les collines de la commune.

#### **3.3.3.5. Financement agricole**

Les paysans agriculteurs financent eux-mêmes leurs activités agricoles et bénéficient également des appuis extérieurs :

- la DPAE Rutana accorde des semences et des intrants agricoles aux paysannats sous forme de crédit remboursable par une partie des récoltes
- des organismes Internationaux (FAO) et ONGs comme GTZ – sécurité alimentaire interviennent par des dons ou subventions en semences et autres intrants.

L'évaluation du financement formel du secteur agricole indique que les intervenants ci-dessous sont les principales sources de financement de la commune.

Il s'agit de :

- la FAO, les ONGs comme la GTZ- Sécurité Alimentaire et les projets (PRASAB) qui interviennent par des dons ou subventions en semences et autres intrants.

### **3.4. INTERVENANTS**

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Interventions	Bénéficiaires
DPAE	Gitanga	IDA/FEM	PRASAB	Rapatriés, déplacés, Ops,OCBs
DPAE	Gitanga	FAO	HCB	Vulnérables
DPAE	Gitanga	Coopération allemande	GTZ/PSAP	Vulnérables
DPAE	Gitanga	HCR	GTZ/BMZ	Rapatriés, déplacés et autres vulnérables
DPAE	Gitanga	FAO	FAO	Population

Source : DPAE/ Rutana/ Mars 2006

### **3.5. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES**

#### **3.5.1. Contraintes**

- exigüité des terres ;
- manque de semences de qualité ;
- manque d'intrants agricoles ;
- encadrement soumis aux contraintes physiques (climat capricieux), structurelles (organisation inadaptée, démotivation du personnel), financières ;
- maladies
- conjoncture internationale des prix défavorables
- désengagement de la population dans la culture et l'entretien du café

#### **3.5.2. Potentialités**

- disponibilité des terres
- gamme variée de spéculations agricoles ;
- main d'œuvre abondante et laborieuse ;
- faible densité de population offrant des espaces de culture ;
- une demande toujours croissante en produits agricoles ;
- retour de la paix avec possibilité de retour des financements.

#### **3.5.3. Perspectives**

- varier les spéculations en orientant la recherche vers des cultures oléagineuses
- former/recycler l'agronome communal
- promouvoir l'octroi facile des crédits agricoles ;
- organiser les agriculteurs en coopératives autour des productions.

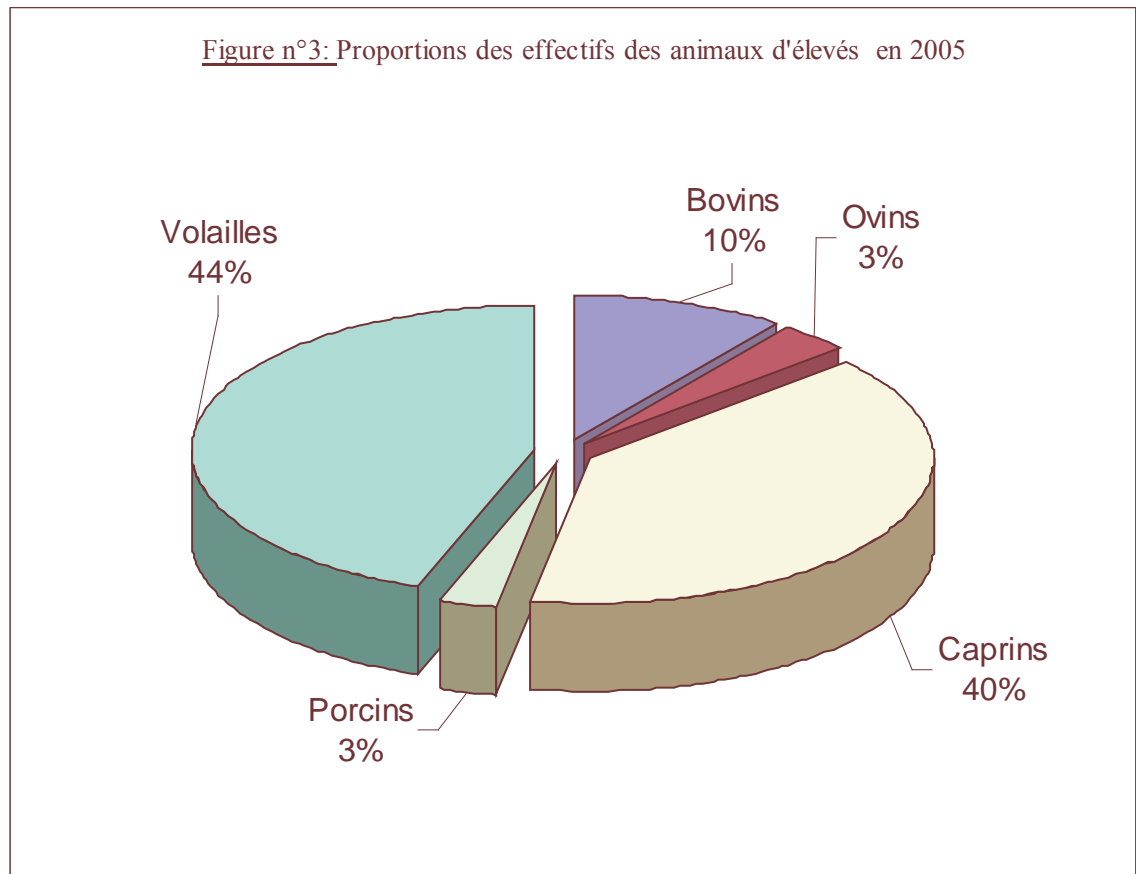
## IV. ELEVAGE

L'élevage dans la commune Gitanga, à l'instar de la province, est sans doute une affaire de prestige conférant un certain rang social ; car son rôle économique est faible. Cependant il constitue une source importante de la fumure organique.

Les pratiques pastorales sont traditionnelles. Le matin, après la traite chaque éleveur conduit ses bêtes aux pâturages. La garde des troupeaux est assurée par les éleveurs eux-mêmes ou par leurs enfants ou aussi par des personnes payées mensuellement pour l'activité de garder les troupeaux (bergers). Il existe actuellement une partie de la population qui pratique l'élevage intensif surtout celle qui a reçu des frisonnes de la part de la FAO sur la colline Ngoma.

### 4.1. CHEPTEL DE LA COMMUNE

Le cheptel de commune est composé de Bovins, d'Ovins, de Caprins, de Porcins et de Volailles. Le tableau 4.1 indique l'évolution des effectifs des espèces animales de 2001 à 2005 dans la commune. Ces informations sont des estimations dans la commune validées par la DPAAE.





#### **4.1.1. Cheptel bovin**

Il est l'un des plus importants dans la commune, tant par le nombre que par les implications socioculturelles. Le cheptel bovin compte 2488 têtes dont 11 têtes de race améliorée, soit 0,44%. Il a connu une chute de 64% entre 2001 et 2006.

Cet élevage est d'avantage tourné vers la production laitière pour l'autoconsommation que vers la production bouchère. La fumure organique issue de l'élevage est beaucoup utilisée par la population de la commune. La commune de Gitanga occupe la troisième place dans l'élevage du bovin soit 17,73% du total de bovins au niveau provincial.

#### **4.1.2. Ovins**

Les ovins sont de petite taille résultant du croisement entre le mouton guinéen et le mouton barbarin à grosse queue. Ils ne fournissent pas du lait.

Le cheptel ovin est évalué à 880 têtes. Il a diminué de 60% ces cinq dernières années.

#### **4.1.3. Caprins**

Les caprins s'apparentent à ceux de la région sahélienne et sont aussi de petite taille. L'effectif des caprins est estimé à 9971 têtes dans la commune. Le cheptel caprin occupe le deuxième rang en terme de nombre après la volaille. Il a connu une baisse de 41% entre 2001 et 2005.

#### **4.1.4. Porcins**

Le cheptel porcine de la commune est composé de 677 têtes de race locale et la consommation de la viande est beaucoup plus observée dans les collines. Cet élevage reste faible et s'accroît lentement dans la commune, pourtant il est facile par sa rusticité, une alimentation à faible frais (utilisation des déchets domestiques) et les revenus monétaires qu'il procure.

#### **4.1.5. Volailles**

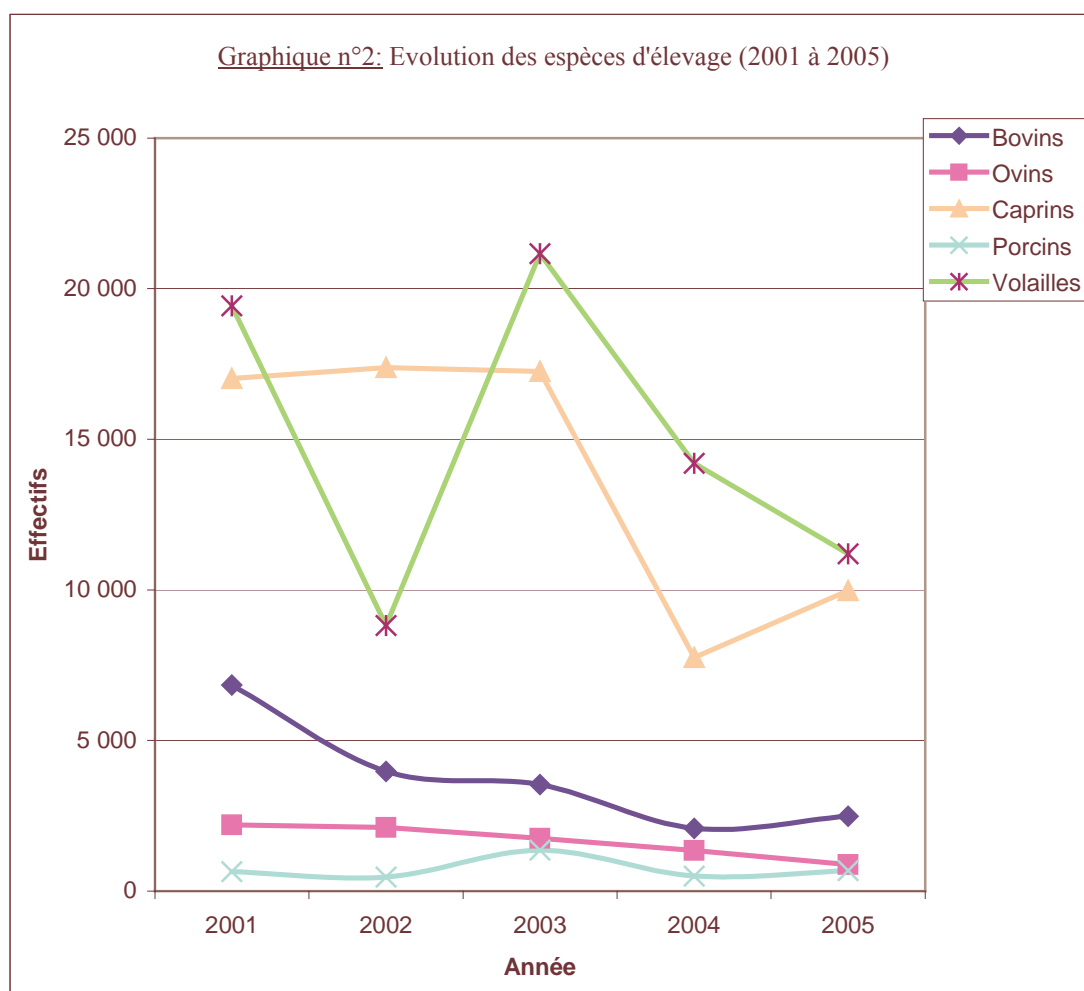
Les volailles ne font pas l'objet d'un véritable élevage, elles sont libres autour des habitations où elles trouvent l'essentiel de leur nourriture. Toutefois, pendant la période du feuillage et de floraison du haricot, elles restent enfermées ou attachées à la corde ou bien sont vendues pour s'écarter des dégâts qu'elles peuvent causer dans leurs champs ou dans les champs des voisins.

Les volailles sont estimées à 11.193 têtes dans la commune. Elles sont toutes de race locale. Leur effectif a connu une baisse de 42% ces dernières années.

Tableau 4.1 : Evolution des espèces animales (2001-2005)

Années \ Espèces	2001	2002	2003	2004	2005	Ecart	Prop. %
Bovins	6.836	3.974	3.532	2.082	2.488	-4.348	64
Ovins	2.200	2.112	1.750	1.350	880	-1.320	60
Caprins	17.018	17.382	17.248	7.754	9.971	-7.047	41
Porcins	642	462	1.354	498	677	35	5
Volailles	19.434	8.821	21.164	14.206	11.193	-8.242	42

Source : DPAE/Rutana/Mars 2006



Les infrastructures d'appui au secteur dans la commune sont :

- le centre de santé vétérinaire public de bigina en mauvais état et dont les activités sont interrompues ;
- les couloirs d'aspersion de bigina et nyagisambwe respectivement publique et privée. celle de bigina est en mauvaise état et non fonctionnelle et l'autre est en bon état mais la disponibilité des produits est irrégulière ;
- une pharmacie vétérinaire privée à gakwende en mauvais état et les produits vétérinaires sont irréguliers ;
- aires d'abattage public de gakwende et gatereni avec des infrastructures en mauvais état mais dont les produits sont respectivement irréguliers et réguliers.

Il existe un seul marché de vente des animaux d'élevage dans la commune. Ces animaux sont vendus au marché de Gitanga ou de Rutana. Le gros bétail est vendu aux bouchers ou conduit au marché de Matana comme cela est le cas dans la province Rutana. La vente d'animaux entre les éleveurs est fréquente dans la commune pour élevage. Dans cette commune, il n'existe pas des unités de productions des aliments du bétail

#### **4.2. INTERVENANTS**

<b>Organisation</b>	<b>Lieu d'intervention</b>	<b>Bailleurs</b>	<b>Interventions</b>	<b>Bénéficiaires</b>
DPAE	Gitanga	IDA/FEM/ BM	PRASAB	OPs
DPAE	Colline Ngoma	FAO	FAO	Personnes modernes
DPAE	Gitanga	CAPAD	CAPAD	5 associations

Source: DPAE/Rutana/Mars 2006

#### **4.3. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES**

##### **4.3.1. Contraintes**

- les mouches très abondantes ;
- manque d'encadrement ;
- terres non favorables à la culture des fourragers car il y a beaucoup de termites ;
- les pâturages sèchent très vite pendant la saison sèche.

##### **4.3.2. Potentialités**

- climat favorable à l'élevage ;
- existence des pâturages.

##### **4.3.3. Perspectives**

- relancer l'encadrement ;
- introduire les infrastructures d'élevage ;
- promouvoir les cultures fourragères résistantes aux termites;
- vulgariser et multiplier les pharmacies vétérinaires ;
- réhabilitation des infrastructures sanitaires.

## **CHAPITRE V : PECHE ET PISCICULTURE**

La pêche n'est pas pratiquée dans la commune. D'après les informations recueillies à la DPAE de Rutana, la pisciculture était pratiquée dans quatre étangs piscicoles de 2001 à 2003. Mais de 2004 à 2005, la commune ne dispose que deux étangs piscicoles d'une superficie moyenne de 400 m<sup>2</sup> et sa production moyenne annuelle est de 58 kg. Ces étangs sont empoisonnés de Tilapia. Cette production piscicole est entièrement destinée à l'autoconsommation.

### **5.1. INTERVENANTS**

La DPAE est le seul intervenant.

### **5.2. CONTRAINTES ET PERSPECTIVES**

#### **5.2.1. Contraintes**

- manque de service d'encadrement piscicole (sensibilisation, suivi-évaluation) ;
- méconnaissances des techniques piscicoles ;
- une certaine réticence à l'espèce cultivée, le tilapia qui est considéré comme le plus épineux ;
- manque des alevins appropriés pour l'empoisonnement ;
- facteurs de production insuffisants ;
- manque de financement.

#### **5.2.2. Perspectives**

- implanter dans la province, un service technique chargé de la pisciculture ;
- promouvoir les initiatives individuelles en matière de pisciculture ;
- former les paysans en les techniques piscicoles ;
- produire les alevins appropriés pour l'empoisonnement ;
- promouvoir
- le micro crédit pour les pisciculteurs.

## CHAPITRE VI : FORETS

Il n'existe pas de forêts naturelles dans la commune. Mais on trouve des boisements artificiels.

### 6.1. LES BOISEMENTS ARTIFICIELS

Le tableau 6.1 présente la situation des boisements artificiels dans la commune. Les boisements artificiels dans la commune appartiennent à l'Etat et à la collectivité à superficies respectives de 410 ha et 3 ha. Les variétés plantées sont essentiellement l'Eucalyptus (Umukaratusi) et le Pinus, le Callitris et le Grevelia.

Tableau 6.1. : Inventaire des boisements artificiels

Zones	Boisements artificiels en ha	
	Etat	Collectivité
Gitanga	400	3
Kinzanza	5	-
Nyakuguma	5	-
<b>Total communal</b>	<b>410</b>	<b>3</b>

Source : Service de l'Environnement/Rutana/Mars 2006

### 6.2. DEBOISEMENT

Le comportement de la population de la commune envers la forêt reste toujours inquiétant. On assiste actuellement à une diminution de la surface boisée due à une forte pression de l'homme sur la forêt.

La conséquence de la pression démographique sur le niveau de vie est grande : faible production vivrière et misère des revenus monétaires. Il faut ajouter à cela les méfaits de la fluctuation des cours mondiaux du café, du thé, du coton et la dégradation des termes de l'échange : baisse du cours des produits tropicaux et hausse de celui des produits manufacturés importés, qui accable chaque jour davantage la situation des paysans. Face à cette situation les paysans ont cherché à diversifier les sources de revenus monétaires.

Une des solutions a été la fabrication du charbon de bois utilisé par plus de 90% des ménages du pays. Ainsi les actifs ruraux se sont mis à abattre les arbres pour fabriquer ce combustible en vue d'augmenter leurs revenus monétaires. Aussi l'urbanisation des grands centres et la modernisation de l'habitat dans la commune, ont-ils accru les besoins en bois d'œuvre pour la construction des maisons et autres bâtiments.

La pratique en saison sèche des feux de brousse souvent abusivement, entraîne l'appauvrissement des sols et les livre à une intense érosion.

La forêt disparaît lentement au profit des terres de cultures, de la satisfaction des besoins énergétiques, en bois d'œuvre, économiques et de pâturage.

Si la destruction de la forêt livre de nouvelles terres et satisfait les besoins des populations en produits de forestiers, elle compromet dangereusement l'équilibre naturel de la commune.

La forêt entretient aussi l'humidité et la pluviométrie, la commune étant déboisée abusivement, est durement frappée par la sécheresse depuis quelques années avec comme conséquences la baisse de la production agricole et la famine

La déforestation est un véritable problème d'environnement dans la commune. Le reboisement des terres menacées est indispensable.

### **6.3. PRODUCTION DES PLANTS FORESTIERS ET AGRO-FORESTIERS**

Les groupements de pépiniéristes produisent des jeunes plants qu'ils vendent aux privés. Selon le Service de l'Environnement de Rutana, ces groupements ont produit 300.000 jeunes plants en 2005. Dans la zone Gitanga, les pépiniéristes ont produit 100.000 jeunes plants et à Kinzanza 100.000 jeunes plants et enfin, dans la zone de Nyakuguma, ils ont produit 100.000 plants. Cette production des plants agro forestiers est une politique du PRASAB de protéger l'environnement par l'organisation des communautés de base.

### **6.4. PRODUCTIONS FORESTIERES**

Les produits de forêt dans la commune, sont le bois d'œuvre (planches), le charbon, et le bois de chauffe. Les données statistiques sur les quantités de ces produits n'existent pas.

### **6.5. LES INTERVENANTS**

Outre, l'Etat, le secteur de la forêt est appuyé par deux autres intervenants en l'occurrence la Banque Mondiale et la GTZ.

### **6.6. CONTRAINTES**

Les contraintes dans le secteur de divers ordres :

- la faible capacité institutionnelle en matière de gestion et d'aménagement des forêts ainsi que la défaillance au niveau de la coordination intersectorielle ;
- le manque de personnel et de moyens matériels et financiers fait que les services forestiers n'arrivent pas à effectuer les tâches opérationnelles qui les incombent ;
- la non structuration de la filière bois ainsi que le manque de professionnalisme en la matière ;
- la non disponibilité des semences pour les pépiniéristes.
- absence de suivi régulier ;
- déboisement illicite ;
- pratique de feu de brousse
- etc.....

## **6.7. PERSPECTIVES**

- renforcer les capacités institutionnelles en matière de gestion des forêts ;
- renforcer les capacités du personnel ;
- former des pépiniéristes communautaires ;
- disponibiliser les semences pour les pépiniéristes ;
- sensibiliser la population sur les conséquences désastreuses du déboisement et des feux de brousse ;
- mettre en place un système participatif de surveillance du déboisement.

## CHAPITRE VII : INDUSTRIE ET ARTISANAT

Il n'existe pas d'industrie dans la commune Gitanga, ainsi que des unités de transformation du café cerise. L'absence des investissements privés et d'une main-d'œuvre qualifiée vient aggraver les faibles potentialités du sous-sol.

A la carence de l'industrie s'oppose un artisanat dynamique dispersé dans la commune. L'artisanat s'exerce rarement comme un véritable métier, mais plus souvent comme une activité complémentaire liée à l'agriculture et dont les productions, variantes, dépendent des besoins des populations.

### 7.1. ARTISANAT

#### 7.1.1 Situation du secteur artisanal par type d'artisanat

Dans la commune, on trouve les 3 types d'artisanat à savoir : artisanat de production, artisanat de service et artisanat d'art.

##### 7.1.1.1. Artisanat de production

On dénombre 50 unités d'artisanat de production dans la commune réparties par 41 individus et 9 groupements. Cela montre que ce type d'artisanat est pratiqué en grande partie par des individus. Les principales unités représentées sont la menuiserie, et la boulangerie toutes les deux à égalité à 40 %, poterie à 14 %, forge et tissage et vannerie à 2 %. Les unités artisanales de production sont installées pour satisfaire des besoins locaux car, aucune d'entre elles n'exporte sa production en dehors des limites provinciales.

Tableau 7.1 : Situation de l'artisanat de production

Types d'ateliers	Nombre d'unités	Nombre d'individus pratiquant l'artisanat	Nombre de groupements pratiquant l'artisanat
Menuiserie	20	19	1
Briqueterie	1	1	0
Poterie	7	7	0
Vannerie et Tissage	1	1	00
Forge	7	7	0
Boulangerie	20	20	0
<b>Total Commune</b>	<b>318</b>	<b>239</b>	<b>72</b>

Source : Coordination des métiers de la province de Rutana/Mars 2006



### 7.1.1.2. Artisanat de service

Ce type d'artisanat est rencontré dans les chefs-lieux des zones de la commune. Il est généralement propriété privée des artisans. Les principaux métiers de ce type d'artisanat sont la couture (43,35%) et la mécanique avec 28,9%.

Tableau 7.2 : Situation de l'artisanat de service

Types d'ateliers	Nombre d'unités	Nombre d'individus pratiquant l'artisanat	Nombre de groupements pratiquant l'artisanat
Couture	60	39	21
Bouderie	1	0	1
Soudure	1	1	0
Mécanique	4	4	0
Electronique	2	2	0
Cordonnerie	12	12	0
<b>Total Commune</b>	<b>173</b>	<b>106</b>	<b>67</b>

Source : Coordination des métiers de la province de Rutana/Mars 2006.

### 7.1.1.3. Artisanat d'art.

D'après le service de la coordination des métiers de la province, cette catégorie d'artisanat n'est pas développée dans la commune. Seule une unité de sculpture est pratiquée dans la commune par une personne privée.

## 7.2. INTERVENANTS

L'Etat est le seul intervenant.

## 7.3. CONTRAINTES

Le secteur de l'artisanat dans la commune rencontre des contraintes diverses tant exogènes qu'endogènes. Ces contraintes sont identiques partout dans le pays. Les plus importantes sont les suivantes :

- le manque d'un cadre institutionnel solide et stable soutenu par des textes
- législatif et réglementaires appropriés ;
- l'absence d'une politique nationale de l'artisanat pouvant permettre
- l'encadrement et la promotion de l'artisanat ;
- l'insuffisance de formation, de perfectionnement et de qualification des artisans ;
- l'insuffisance des ressources allouées au secteur de l'artisanat (humaines, matérielles et financières) ;
- l'inadéquation production écoulement des produits artisanaux ;
- l'accès difficile des artisans au micro crédit et au marché public.

#### **7.4. PERSPECTIVES**

- renforcer les capacités du personnel chargé de l'encadrement des artisans en matière de gestion, d'animation et d'organisation ;
- améliorer le système d'approvisionnement des matières premières éparpillées à travers tout le pays ;
- promouvoir la micro entreprise à travers la dynamisation des activités artisanales ;
- promouvoir l'octroi des micro crédits aux petits entrepreneurs potentiels artisanaux ;
- organiser l'écoulement des produits artisanaux par l'exportation, etc ...

## **CHAPITRE VIII : GEOLOGIE, MINES, MINERAIS ET CARRIERES**

### **8.1. FORMATION GEOLOGIQUES**

Les formations géologiques de la commune Gitanga comprennent les formations du Quaternaire, du Malagarasien et du Burundien inférieur.

Les formations du Quaternaire sont constituées des alluvions de fonds de vallées et des basses terrasses

Les formations du Mosso sont composées de :

- Calcaires siliciques de Bugogo, ce sont des calcaires silicifiés avec intercalations de roches siliceuses jaunes ; à la base des schistes tendres ;
- Laves amygdaloïdes de Kabuye de Nkoma et de Mutsindizi (calcaires dolomitiques de la Musasa ).

Les formations du Nkoma sont des quartzites blancs, beiges, gris, fins à grossiers arkoses avec quelques horizons conglomératiques ; localement intercalations de phyllades.

Les formations de Mutsindozi sont des calcaires dolomitiques de la Musasa gris clair à foncé ; horizons à cherts ; brèches intraformationnelles et horizons silicifiés.

Schistes et argilites de teinte rouge à mauve ; schistes calcaires de teinte diverse (Schistes calcaire de la Nyakabo).

Basaltes à structure ophitique et subophitique fine (Basaltes de la Nyaganza).

Conglomérats et quartzites du Musumba : Roches arénacées de teinte généralement rougeâtre comprenant des brèches, des conglomérats alternants avec des grès.

Les formations de Kavumwe sont des schistes et des schistes gréseux avec intercalations de quartzites.

### **8.2. RESERVES MINERALES**

Tous les travaux de recherche cartographique et géochimique réalisés dans la province Rutana, n'ont révélé la présence d'aucun minerai dans le sous sol de la commune.

## **CHAPITRE IX : ENERGIE**

La commune Gitanga, à dominante agricole traditionnelle couvre tous ses besoins énergétiques par le recours aux combustibles ligneux ; car elle n'est pas électrifiée.

Le pétrole est un privilège de quelques ménages semi-urbains.

Toute la commune ne peut être électrifiée que dans un cadre politique nationale d'électrification rurale.

### **9.1. LES COMBUSTIBLES LIGNEUX**

Les combustibles ligneux constituent la principale forme d'énergie domestique utilisée en milieu rural. Il s'agit principalement du bois de chauffe et du charbon de bois.

En l'absence d'enquêtes spécifiques, l'évaluation de la consommation du bois de chauffe et du charbon de bois est malaisée mais peut être considérée importante et grandissant face aux traditions alimentaires et culinaires, un faible recours aux hydrocarbures pour lesquels le pays n'est pas producteur et une utilisation marginale de l'électricité au niveau domestique.

La couverture de ces besoins énergétiques vitaux pour une population croissante explique la déforestation visible dans les zones les plus peuplées et exige des solutions à long terme.

La distance occasionnée par les déplacements pour la recherche du bois des lieux de consommation montre l'ampleur du problème de déboisement quand on sait qu'autrefois le ramassage du bois mort se faisait autour des habitations. La rareté du bois a provoqué l'utilisation des tiges mortes de maïs, de sorgho et du manioc comme substitution pour le chauffage.

La fabrication du charbon de bois a accentué la dégradation du couvert végétal de la province. Même les espèces d'essences protégées sont menacées de disparition.

La dégradation du couvert végétal de la commune est devenue une préoccupation des autorités politiques et administratives. Plusieurs mesures prises ces derniers temps tendent à protéger la province contre le déboisement intensif :

- Pratique de reboisement par la mise en place des comités de reboisement et de surveillance de feu de brousse ;
- Interdiction de couper le bois vert.

## **CHAPITRE X : COMMERCE ET SERVICES**

Le secteur commerce et des transports jouent un rôle non négligeable dans les activités économiques de la commune.

### **10.1. COMMERCE**

Dans la commune Gitanga, le commerce porte principalement sur les produits agricoles, l'élevage, de transformations du bois, les produits artisanaux locaux.

Les marchés ruraux constituent la forme de commerce la plus courante dans la commune.

Le marché joue un rôle essentiel sur plan sociologique et économique. C'est le lieu d'échange d'information, de produits, un lieu de contacts, de rencontres et de loisirs.

Par ailleurs, des kiosques, des débits de boissons, des cabarets et des restaurants viennent renforcer le système commercial de la commune.

#### **10.1.1. Marchés ruraux**

Il existe trois marchés dans la commune : le centre de négoce de Gitanga dans la zone de Gitanga, le centre de négoce de Gatereni dans la zone de Kinzanza et celui de Gakwende dans la zone de Gakwende. Ces centres ne sont pas aménagés.

Les produits agricoles qui sont commercialisés au marché ne correspondent pas au surplus d'une agriculture familiale souvent très peu productive mais à la nécessité pour les paysans de se procurer de l'argent en vue d'acheter le minimum indispensable de produits manufacturés. Les marchés ruraux drainent la population rurale de la commune. Ils sont fréquents et colorés.

Ils servent aux échanges des produits agricoles, d'élevage, d'artisanat. Mais ils jouent le rôle des points de redistribution de produits manufacturés ainsi que d'approvisionnement de produits agricoles ou d'élevage des villes.

L'administration communale veille au bon déroulement des activités et au respect des règlements fiscaux en vigueur : paiement des impôts et taxes.

Les recettes communales annuelles sont en :

- 2001 : 17.346.246 Fbu
- 2002 : 17.735.125 Fbu
- 2003 : 17.892.530 Fbu
- 2004 : 21.008.632 Fbu
- 2005 : 24.411.910 Fbu

Tableau 10.1: Les marchés de la commune

Communes	Localité	Marchés		Jours d'animation
		Aménagés ou aménagés	semi Non aménagés	
Gitanga	1. Gakwende	-	x	Mercredi et Samedi
	2. Gitanga	-	x	Dimanche et Jeudi
	3. Kinzanza (Gatereni)	Semi aménagé	-	Mardi et vendredi

Source : Administration communale/Gitanga/Mars 2006

### **10.1.2. Commercialisation des produits agro-industriels**

Le produit agro-industriel commercialisé est le café.

#### **10.1.2.1. Commercialisation du café**

Depuis la libéralisation de la commercialisation du café, de nombreux commerçants interviennent dans l'achat de ce produit auprès des paysans producteurs. C'est ainsi que la SOGESTAL et les commerçants agréés achètent du café dans la commune au cours d'une campagne nationale d'achat.

## **10.2. TRANSPORT ET COMMUNICATION**

Les infrastructures de communication constituent un élément fondamental pour la circulation des personnes et des biens.

### **10.2.1. Réseau routier**

Le transport routier est le plus pratiqué. La commune de Gitanga est désenclavée par trois routes d'une longueur de 21km et sept pistes compactées et latéritiques, qui sont toutes en mauvais état, d'une longueur de 73,4 km.

### **10.2.2. Les moyens de transport**

Le transport est assuré par les véhicules légers (mini bus), des camions pour le transport des marchandises.

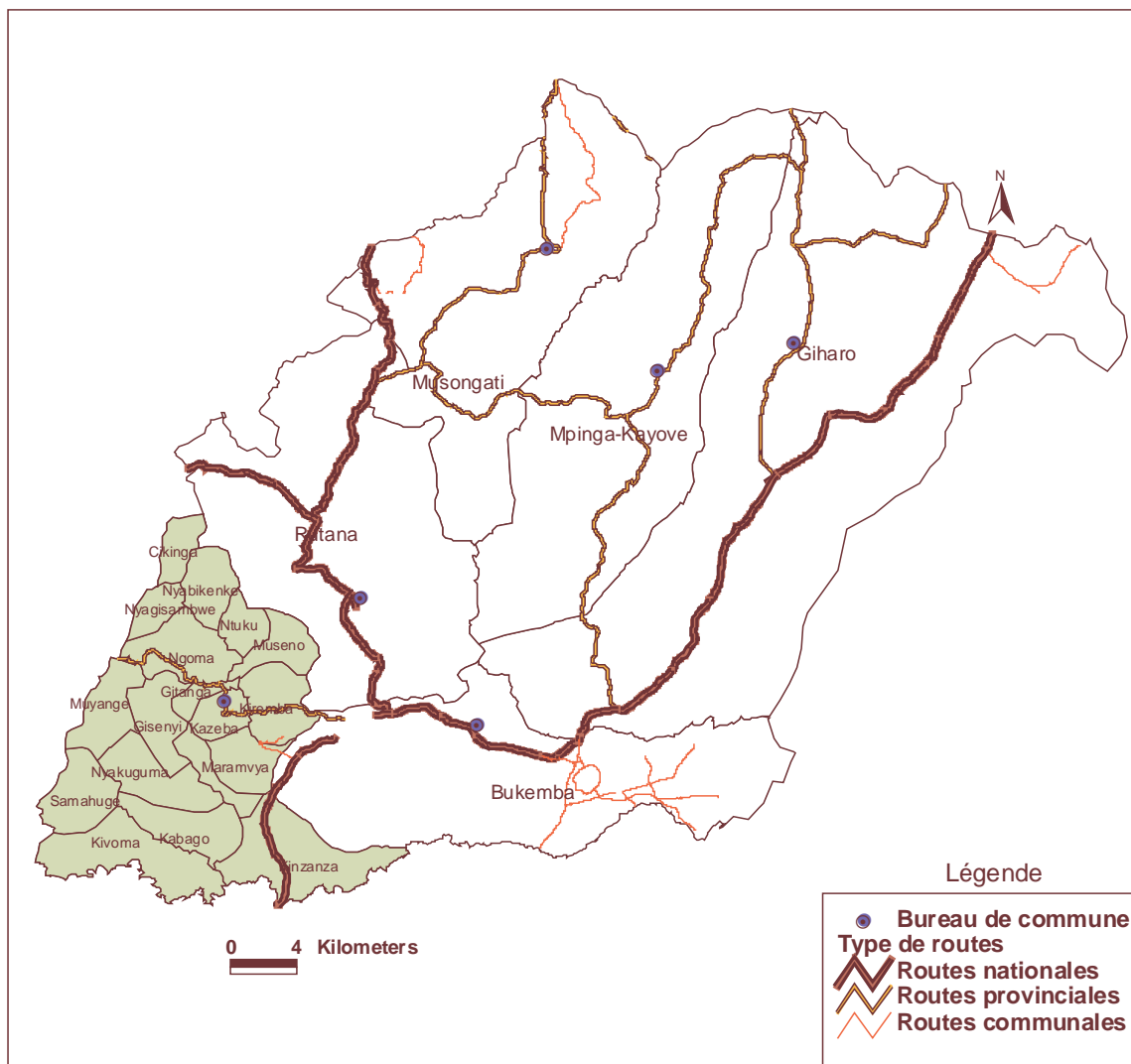
Le transport par bicyclettes (vélos) est très développé dans la commune. Le vélo joue un rôle important comme moyen de transport sur de courtes distances. Il permet le transport rapide des récoltes et de petites quantités de marchandises vers les marchés.

Le relief accidenté et l'état défectueux des pistes rurales ne facilitent pas l'usage du vélo et une grande partie des échanges est assurée par portage. Les femmes transportent les récoltes, les produits à vendre au marché, dans des paniers en équilibre sur leur tête.

Les marchés ruraux de la commune sont à construire pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle de commercialisation et de distribution des produits agricoles et d'élevage d'une part et d'approvisionnement des zones rurales en produits manufacturés et artisanaux de première nécessité de l'autre.

En outre, la construction et/ou réhabilitation des routes et pistes rurales pour désenclaver les zones rurales les plus reculées s'avère une nécessité aux fins d'assurer une bonne circulation des biens et des personnes d'un point à un autre du territoire de la commune.

**Carte n°2 : Réseau routier**



### **10.3. SERVICES**

#### **10.3.1. Les institutions financières**

La commune n'en dispose pas des institutions financières. Il est nécessaire dans un premier temps d'installer la COOPEC pour permettre à la population d'épargner.

#### **10.3.2. Poste et Télécommunication**

La commune ne dispose pas des services de postes et télécommunication. Dans le cadre du programme de téléphonie rurale, une centrale téléphonique vient d'être installée par l'ONATEL au chef-lieu Gitanga, mais elle n'est encore mise en service.

La téléphonie cellulaire ne couvre pas toute la commune. Il s'agit du TELECEL et de l'ONAMOB.

### **10.4 INTERVENANTS**

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Interventions	Bénéficiaires
ONATEL	Chef lieu Gitanga	Gouvernement Burundi	ONATEL	Population
TELICEL	Chef lieu Gitanga	TELICEL	TELICEL	Population
ONAMOB	Chef lieu Gitanga	ONATEL	ONAMOB	Population

### **10.5. CONTRAINTES**

Les principales contraintes du commerce, transport et communication sont :

- marchés ruraux existants non construits ;
- mauvais état des pistes rurales ;
- insuffisance de pistes rurales,
- manque des services de postes et télécommunications.



# **CHAPITRE XI : ACTION SOCIALE**

## **11.1. ACTION SOCIALE**

### **11.1.1. Situation des enfants en difficultés et des orphelins**

Les mesures et actions de protection des différentes catégories d'enfants en difficultés ne sont pas perceptibles dans la commune.

Selon les informations recueillies auprès du HCR/CNRS et de l'APP Rutana, on dénombre 321 enfants orphelins de guerre et 4326 orphelins (orphelins du sida et orphelins naturels). La commune enregistre également 18 enfants soldats.

### **11.1.2. Victimes de violences**

Dans la commune, on a recensé un cas de violence sexuelle dont une fillette.

### **11.1.3. Veuves, mères célibataires et indigents**

Les données sur la situation des veuves, mères célibataires et les indigents ne sont pas disponibles alors que ceux-ci sont en grand nombre. Une enquête pour connaître la situation de ces derniers est nécessaire ; car il constitue des groupes vulnérables et à risque surtout en matière de VIH/SIDA.

### **11.1.4. Les handicapés**

Il n'existe pas de structures dans la commune s'occupant de la réhabilitation sociale qui est un ensemble d'actions faites en faveur des personnes handicapées pour les libérer de leur dépendance sur le plan physique et sur le plan social. Mais la réhabilitation sociale présuppose d'abord leur identification pour une réhabilitation physique, médicale, psychosociale et leur enseignement spécialisé.

## **11.2. REINSTALLATION ET REINSERTION**

La commune compte un nombre non négligeable de personnes sinistrées de guerre à savoir les déplacés et les rapatriés. La commune a enregistré selon les informations recueillies auprès du projet HCR/Administration communale 70 ménages totalisant 1392 personnes dont 641 hommes, 430 femmes et 321 enfants. Des actions de réhabilitation/réinsertion sont en cours par le PNUD via son Programme Réinsertion /Réhabilitation des sinistrés et Lutte contre la pauvreté. Le Banque Mondiale et la FAO aident les rapatriés par l'octroi des semences, par du matériel aratoire et le repeuplement du cheptel.

Des ONGs internationales (GTZ, Action Aid, LVIA, TPO ..... ) interviennent également par des projets de Réinsertion, de Sécurité Alimentaire et de Promotion de la Paix pour appuyer les populations sinistrées.

### 11.3. HABITAT

L'habitat est extrêmement dispersé. Il s'atomise en une multitude de groupes de quelques maisons avec enclos. Les maisons sont souvent dans les bananiers dans la plupart des cas. Il y a prédominance des maisons en chaume que des maisons en tôles dans cette commune, plus de 6632 maisons en chaume et 20121 maisons en tôles.

Des maisons ont été détruites par les incendies qui sévissent pendant la saison sèche, sauf celles qui ont été saccagées par les pluies torrentielles en 2004.

Beaucoup de maisons ont été reconstruites par l'Etat et des partenaires (HCR, Eglises, ONG) pour les rapatriés dans la commune. (cfr. Tableau 11.1).

Tableau 11.1. : Situation de l'habitat dans les communes de la province

Commune	Nombre de maisons détruites		Nombre de maisons reconstruites	
			Par des subventions	
	2004	2005	2004	2005
3. Gitanga	16	19	450	545
<b>Total province</b>	<b>142</b>	<b>118</b>	<b>3480</b>	<b>2423</b>

Source : Administrations communales/APP/Rutana/Mars 2006

### 11.4. INTERVENANTS

Tableau 11.5 : Intervenants dans l'Action sociale dans la Commune

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Intervention	Bénéficiaires
DPAE	Toute la commune	BM	Production agricole Production animale	Population
HF TPO	Toute la commune	HCR	HF TPO	Population
GTZ/BMZ	Toute la commune	HCR	GTZ/BMZ	Population vulnérable
PRRSLP	Toute la commune	PNUD	Projets communautaires Promotion de la Paix AGR	Population

Source: Administration communale

### 11.5. CONTRAINTE

- le bois d'œuvre pour la construction diminue progressivement ;
- caractère artisanal de briqueteries ;
- matériaux importés de construction peu accessible suite au faible pouvoir d'achat de la population ;
- absence de partenaire de la reconstruction.

## **CHAPITRE XII : SANTE ET APPROVISIONNEMENT**

### **EN EAU**

Le secteur de la santé dans la commune à l'instar de la province est caractérisé par l'insuffisance du personnel soignant, des équipements et des bâtiments et le manque de médicaments. Il n'y a pas de médecin dans la commune. Pour une population de 37050 habitants, il n'y a que 7 infirmiers, soit 5292 personnes pour 1 infirmier.

#### **12.1. DONNEES EPIDEMIOLOGIQUES**

L'impact du climat sur la santé humaine est très important, surtout en saison des pluies, périodes de durs travaux champêtres où l'on assiste à l'éclosion de nombreuses maladies parasitaires. Il n'en reste pas moins évident que les maladies les plus fréquentes sont aussi dues aux mauvaises conditions d'hygiène, d'approvisionnement en eau et par manque d'éducation sanitaire.

La situation sanitaire de la commune présente un clinique caractérisé par la persistance des maladies suivantes : le paludisme, les infections respiratoires, les maladies diarrhéiques, les parasitoses intestinales, les maladies nutritionnelles et avitaminoses, les traumatismes et blessures, les infections sexuellement transmissibles et le VIH/SIDA .

A part ces maladies, la commune connaît des maladies particulières :

- le Goitre ;
- le Nanisme.

Le paludisme sévit à l'état hyperendémique avec 7709 enregistrés en 2005, soit 14% des cas de la province et constitue la cause principale de décès dans la commune et constitue la cause principale de décès dans la commune en 2005. En effet, le paludisme touche toutes les catégories d'âge de la population dans la commune.

#### **11.2. MEDECINE PREVENTIVE**

Dans le domaine de la médecine préventive, le Programme Elargi de Vaccination (PEV) qui vise à faire de la vaccination une activité quotidienne des établissements sanitaires dote ces derniers de centres de vaccination.

Les vaccinations concernent les maladies suivantes :

- la diphtérie ;
- le tétanos ;
- la coqueluche ;
- la tuberculose ;
- la rougeole ;
- la poliomyélite.

Chaque année, une grande campagne de vaccination est organisée à travers tout le pays dans le cadre du PEV avec l'appui de l'UNICEF, de l'OMS et d'autres Organismes internationaux, en vue de réduire la morbidité et la mortalité infantile dues aux maladies que l'on peut prévenir par la vaccination.

A partir de 2004, le PEV a introduit deux nouveaux vaccins contre le virus de l'hépatite B et de l'Haemophilus influenzae de type B10.

Selon la DPS de Rutana, les données sur la vaccination dans la commune en 2005 sont les suivantes :

- VAT2-VAT5 : 441;
- BCG : 1261;
- Polio3 : 1184;
- DTC Pentavalent : 957 ;
- Rougeole : 727.

### **11.3. LA PREVENTION CONTRE LE VIH**

La commune ne dispose pas d'un centre de dépistage mais malheureusement les données sur la prévention et sur les personnes séropositives par âge ne sont pas disponibles.

### **12.4. LA MEDECINE TRADITIONNELLE**

La santé humaine est souvent analysée à travers le secteur moderne sans grande considération du secteur traditionnel auquel se confie une grande partie de la population, mais qui, malheureusement échappe aux statistiques.

Les intervenants en médecine traditionnelle dans la commune sont les tradithérapeutes et les accoucheuses traditionnelles. On rencontre les tradithérapeutes et des accoucheuses traditionnelles dans quelques zones de la commune.

On compte 20 tradithérapeutes et 66 accoucheuses traditionnelles dont 17 formées avec kit.

En outre, le prix des médicaments prescrit par l'infirmier ou le médecin est trop élevé pour les bourses paysannes, tandis que le guérisseur se contente de prescrire des racines et des herbes pour un prix symbolique. Ajoutons que les 2 formes de soins ne sont pas incompatibles : devant l'échec de la médecine moderne, on s'adresse au secteur traditionnel et vice-versa. La conception traditionnelle de toute maladie comme un sort jeté par un proche explique le recours au guérisseur et à ses pratiques dont les effets sont parfois positifs notamment pour les maladies psychiques.

### **12.5. SITUATION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES**

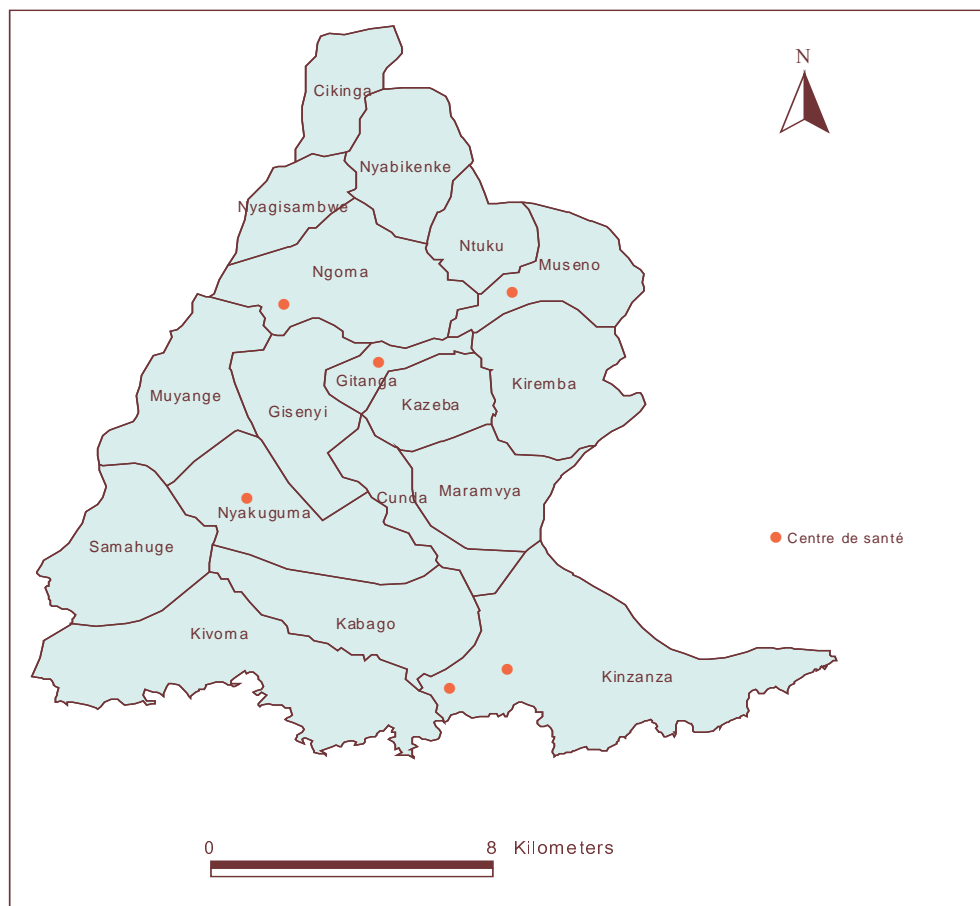
#### **12.5.1. Etablissements sanitaires**

La commune de Gitanga compte 6 centres de santé dont 4 publics, un centre de santé agréé situé à Gakwende et un centre privé à Gatereni. Elle dispose également d'un centre nutritionnel. Le nombre de centres de santé est insuffisant et la répartition spatiale de ces établissements est la suivante :

- zone Gitanga : deux centres de santé Musemo et Gitanga pour une population répartie sur 9 collines;
- zone Kinzanza: le Centre de Santé de Gatereni pour une population de 7 collines ;
- zone Nyakuguma : le centre de santé de Nyakuguma et le centre de santé privé de Gakwende. Ces deux centres desservent la population de 9 collines.

Il faut noter que chaque zone a au moins un centre de santé. Ces centres de Santé de la commune desservent également des collines avoisinantes des communes limitrophes.

**Carte n°3 : Infrastructures sanitaires**



### **12.5.2. Capacité d'accueil et fréquentation des établissements sanitaires**

Le tableau 12.1 présente les consultations, le nombre d'hospitalisés et le nombre de lits par établissement sanitaire et par zone dans la commune.

Les établissements sanitaires de la commune disposent au total 15 lits et ils ont enregistré 21.002 consultations, soit 1750 consultations par mois, 324 malades hospitalisés au cours de l'année 2005. Le taux de fréquentation est estimé à 33,2%.

Le Centre de santé de Gitanga de la zone Gitanga a 6 lits d'hospitalisation.

Le Centre de Santé de Musemo de la même zone a 2 lits d'hospitalisation.

Dans la zone de Nyakuguma, le centre de santé Nyakuguma a 2 lits d'hospitalisation.

Le centre de Gakwende privé a 7 lits d'hospitalisation.

Enfin, les centres de santé de Kinzanza en zone Kinzanza ont 6 lits d'hospitalisations.

Tableau 12.1: Capacité d'accueil et fréquentation des établissements sanitaires

Zone	Localité	Colline desservie	Centre de santé		
			Cons./mois	N.L.	N.H./mois
Gitanga	Gitanga	5	486	6	18
	Museno	4	156	2	4
	Gakwende	5	160	7	3
Nyakuguma	Nyakuguma	4	223	2	3
Kinzanza	Kinzanza	5	643	5	12
	Kinzanza (privé)	2	237	1	0
<b>Total Commune</b>	<b>6</b>	<b>25</b>	<b>1905</b>	<b>23</b>	<b>40</b>

Source : DPS/Rutana/ 2006,

Cons. : Consultation    N.L. : Nombre de lits    N.H. : Nombre d'hospitalisation

### **12.5. RESSOURCES HUMAINES**

Le personnel soignant, de la commune est composé de :

- 7 Infirmiers A3 dont 3 femmes et 4 hommes ;
- 1 Technicien de promotion de santé de niveau A2.

Au total 8 agents soignants pour une population de 37050 habitants. Il n'y a pas de médecin dans la commune.

## **12.7. APPROVISIONNEMENT EN EAU**

La commune Gitanga n'est pas assez bien desservie en eau potable. Sur 68 bornes fontaines, 16 seulement sont fonctionnelles et desservent 9 collines. Les 52 bornes non fonctionnelles devraient desservir 16 collines. Les sources aménagées constituent l'essentiel des infrastructures d'approvisionnement en eau dans la commune. Il existe 8 réseaux d'adduction et constituent une linéaire de 59,1km. La plupart des bornes non fonctionnelles sont dans leur état actuel suite à la crise de 1993 ou sont tombées en ruine et ne sont plus fonctionnelles par manque d'entretien et de maintenance.

### **12.7.1. Situation d'approvisionnement en eau potable**

Les tableaux ci-dessous présentent la situation d'alimentation en eau potable dans la commune.

Le réseau d'adduction avec un linéaire total de 59,1 Km, dessert 7 collines. Il existe 34 bornes fontaines dont 7 ne sont pas fonctionnelles. Le nombre de réservoirs est de 23.

Selon les normes de l'OMS, il faut un point d'eau potable tous les 500 m afin de permettre à la population d'avoir accès facilement à ce service. Dans la commune, aucune zone ne répond à ces conditions. Toutes les deux zones ont des normes comprises entre 0,034 et 0,116 points d'eau/500 m. La moyenne communale est de 0,22 points d'eau/500m. Il faudrait réhabiliter tous les points d'eau non fonctionnels et aménager de nouveaux pour atteindre les normes.

Tableau 12.6 : Situation des Infrastructures de l'Approvisionnement en eau

Zones	Sup . Km <sup>2</sup>	Nb de ménages	Nbre points d'eau														
			SAF	SANF	SNA	BFF	BF NF	B P	PF	PN F	SCEP	Nbre total de points d'eau					
													Fonctionnels	Non fonctionnels	Total	Nbre de ménage par points d'eau fonctionnels	Nbre de ménage par points d'eau fonctionnels et non
Gitanga		2551	38	70	5	10	0	1	0	0	0	58	70	128	23	11	0,11
Kinzanza		3991	5	28	10	12	3	0	0	0	0	17	31	48	61	66	0,03
Nyakuguma		1705	30	57	7	5	4	1	0	0	0	35	61	96	34	13	0,07
<b>Total commune</b>	<b>290,70</b>	<b>8247</b>	<b>73</b>	<b>155</b>	<b>22</b>	<b>27</b>	<b>7</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>110</b>	<b>162</b>	<b>272</b>	<b>33</b>	<b>24</b>	<b>0,21</b>

Source : RCE /Rutana/Mars2006

Tableau 12.7 : Réseau d'adduction d'eau

Zone	Nombre de réseaux		Nombre de réservoirs	Nombre de collines desservies	Nombre de collines non desservies	Linéaires (km) desservies
	BFF	BFNF				
Gitanga	10	0	5	2	6	27,1
Kinzanza	12	3	9	2	4	26
Nyakuguma	5	4	9	3	8	6
<b>Total Commune</b>	<b>27</b>	<b>7</b>	<b>23</b>	<b>7</b>	<b>18</b>	<b>59,1</b>

Source : RCE/Rutana/Mars 2006



### **12.7.2. Mode de gestion et d'entretien des infrastructures d'eau**

Les infrastructures hydrauliques sont gérées et entretenues par la régie communale de l'eau sous l'encadrement du coordonnateur provincial des régies communales de l'eau, personnel de la DHER.

L'entretien courant des installations d'eau étant assuré par le Comité des usagers des points d'eau et les Fontainiers Communaux.

### **12.8. LES INTERVENANTS**

Outre l'Etat, des ONGs internationales interviennent dans le secteur santé dans la commune Mpinga-kayove. Les appuis que ces organisations apportent sont :

- approvisionnement en médicaments et matériel médico-technique ;
- renforcement des capacités (formation) du personnel soignant ;
- appui logistique.

L'UNICEF et l'OMS appuient dans la vaccination dans le domaine du cadre PEV.

Les Agences du Système des Nations Unies, le PNUD intervient dans la lutte contre le VIH/SIDA et le PAM interviennent par la distribution de vivres.

La Banque Mondiale intervient dans la lutte contre le VIH/SIDA.

Le 9<sup>ème</sup> FED appui dans le renforcement des capacités du personnel et en médicament et matériel.

### **12.9. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES**

Le problème qui est le plus souvent perçu et évoqué par les populations est le manque d'infrastructure sanitaire dans leur milieu. Mais il existe également le problème de la qualité des soins dispensés auxquels les services compétents doivent apporter des solutions. Le problème se pose surtout en milieu rural où l'on note souvent l'insuffisance ou le manque du personnel de santé et des produits de soins. Le plus grand problème de santé qui est à la fois générale et préoccupant est celui des maladies engendrant l'hospitalisation selon leur gravité.

Le manque d'équipements sanitaires est un problème crucial dans les établissements sanitaires de la commune.

La satisfaction des besoins de santé est un problème que l'on doit nécessairement placer dans le contexte général du développement ; car le secteur de la santé ne peut pas être appréhendé isolément.

Les problèmes de santé dépendent énormément de ceux de l'eau et de l'alimentation. Toute solution apportée aux problèmes de santé doit prendre en compte les autres secteurs de développement pour assurer aux populations bénéficiaires de meilleures conditions de vie.

La commune nécessite un équipement sanitaire adéquat et moderne, un personnel de santé qualifié et suffisant, une politique sanitaire adaptée aux réalités locales : la formation, la sensibilisation et surtout la motivation aussi bien du côté du personnel

soignant que de la population, doivent être intégrées dans les programmes de santé. La promotion des soins préventifs de santé primaire passera par un soutien technique et financier de tous ceux qui participent au bien être de la population de la commune.

La principale contrainte est le manque de financements pour réhabiliter les infrastructures non fonctionnelles et aménager de nouvelles.

La commune dispose de beaucoup de ressources en eau non exploitées : sources d'urgence, aquifères (eaux souterraines) et des cours d'eau. D'après les informations recueillies, il existe 51 sources non aménagées dans la commune. Dès que ces sources seront aménagées, la desserte en eau potable serait 100% dans la commune :

- rechercher des financements ;
- réhabiliter les infrastructures d'eau détruites et non fonctionnelles ;
- aménager de nouvelles infrastructures d'eau ;
- sensibiliser la population à la bonne utilisation, à la prise en charge de l'entretien et à la gestion des installations d'eau.

## CHAPITRE XIII : EDUCATION

### 3.1. ENSEIGNEMENT FORMEL

#### 13.1.1. Enseignement primaire

La commune compte 25 écoles primaires publiques dont 13 à cycle complet avec 91 salles de classes. Ces écoles sont localisées dans les collines de recensement de chacune des 3 zones sauf dans les collines de Bigina, Mutsindozi, Maranyva, Musongati et Kabago.

Dans la zone Gitanga, il y a 8 écoles primaires de 36 salles dont 4 à cycle complet pour 9 collines sauf la colline de Bigina.

Dans la zone de Kinzanza, on dénombre 8 écoles primaires dont 5 à cycle complet dans 7 collines de recensement sauf la colline de Maranyva. La zone de Nyakuguma a 9 écoles primaires de 43 salles et 4 écoles à cycle complet

La couverture spatiale de l'enseignement primaire peut être estimée à 83,3% dans la commune.

Au cours de cette année scolaire 2005-2006, l'enseignement primaire communal compte 8947 élèves dont 4354 filles (48,66%) et 4593 garçons (51,255%). (cfr. Tableau 13.1)

La commune compte 139 Enseignants dont 55 femmes, soit 39,16%.

L'effectif des élèves inscrits en première année est de 3.422. Il a presque triplé du fait de la politique « **Education pour Tous** » du Gouvernement Burundais, traduite par gratuité de l'Enseignement primaire. L'effet immédiat est la surcharge des salles de classes avec en moyenne 79 élèves par classe et l'insuffisance de bancs pupitres. Les infrastructures scolaires sont insuffisantes dans la commune pour répondre efficacement à la politique de la gratuité de l'enseignement primaire. Le rapport élève/maître qui est de 64 n'est mauvais si l'on compare aux autres communes. Cependant le manque de manuels scolaires reste un problème criant dans la commune. Toutes les écoles disposent de latrines.

Tableau 13.1. : Nombre et capacités d'accueil des écoles primaires  
Année scolaire : 2005-2006

Etablissements  Zones	Primaire										
	Nombre d'écoles		Nombre de salles	Nombre bancs pupitres	Effectif des élèves			Effectif des élèves inscrits en première année	Effectif des Ens.	Ratios	
	Total	CC			G	F	T			Elèves/Salle	Elèves/Ens.
Gitanga	8	4	36	733	1826	1508	3334	1362	52	93	37
Kinzanza	8	5	34	564	1246	1659	2905	1047	39	85	34
Nyakuguma	9	4	43	684	1521	1187	2708	1013	48	63	43
<b>Total Commune</b>	<b>25</b>	<b>13</b>	<b>113</b>	<b>1981</b>	<b>4593</b>	<b>4354</b>	<b>8947</b>	<b>3422</b>	<b>139</b>	<b>79</b>	<b>64</b>

Source : DPE/Rutana/Mars 2006      CC : Cycle Complet

### 13.1.2. Enseignement secondaire général

La commune compte 2 établissements secondaires. Le collège communal de Gitanga dans la zone de Gitanga et le lycée de Gakwende dans la zone de Nyakuguma. On compte au total 13 salles de classes avec 706 élèves dont 238 Filles (33,72%) et 19 Enseignants dont 5 femmes comme l'indiquent les tableaux ci-dessous.

L'effectif moyen est de 54 élèves par classe, avec un ratio élèves/enseignant de 37 (cfr tableau 13. 2) au cours de l'année scolaire 2005-2006.

**Tableau 13.2** : Nombre et capacités d'accueil des écoles secondaires  
Année scolaire : 2005-2006

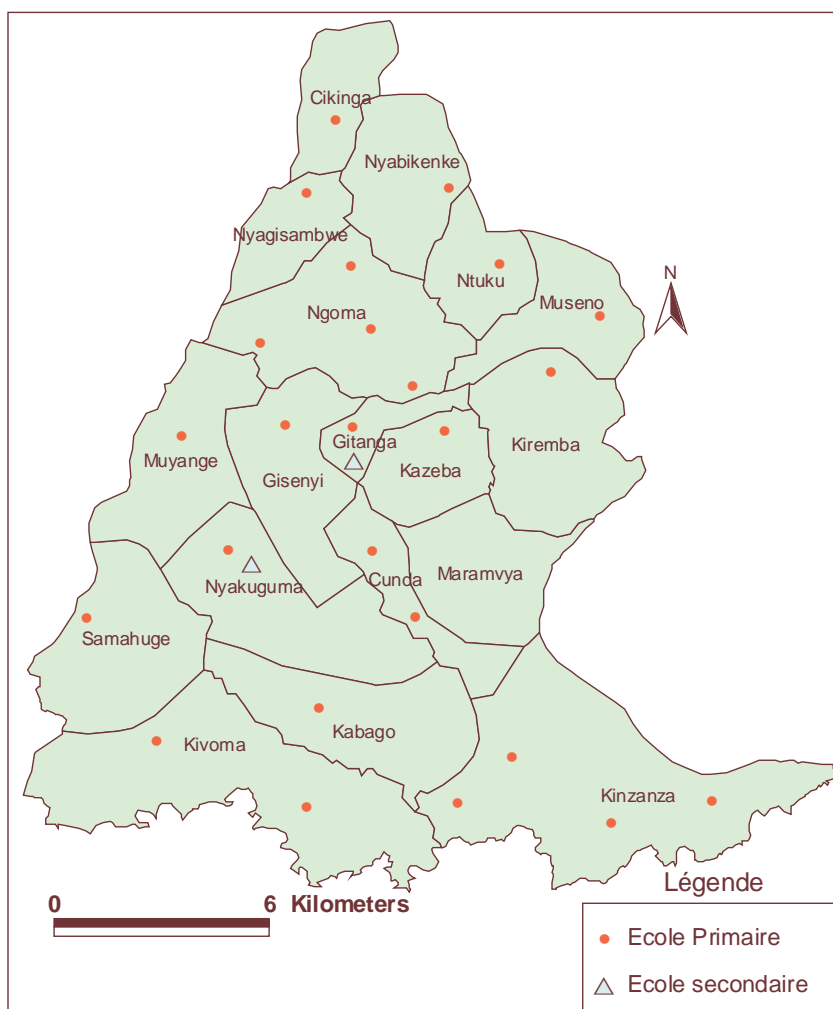
Etablissements Secondaires	Secondaire								
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Effectif des élèves			Effectif des Ens.	Ratios	
	Total	CC		G	F	T		Elèves/ Salle	Elèves/ Ens
Lycée communal de Gakwende	1	0	8	293	158	451	12	56	38
CoCo Gitanga	1	0	5	175	80	255	7	51	36
<b>Total Commune</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>13</b>	<b>468</b>	<b>238</b>	<b>706</b>	<b>19</b>	<b>54</b>	<b>37</b>

Source : DPE/RUTANA/Mars 2006

CC : Cycle Complet

Il n'existe d'établissement ni d'enseignement secondaire technique ni d'enseignement supérieur dans la commune.

Carte n°4 : Infrastructures scolaires 2005-2006



## **13.2. ENSEIGNEMENT INFORMEL**

### **13.2.1. Les écoles YagaMukama**

Il y a une école YagaMukama dans la commune avec une seule salle de cours de 14 élèves dont 6 Filles (42,8%) encadré par un enseignant (Année scolaire 2005-2006).

La formation dispensée dans les écoles YagaMukama vise au-delà de l'acquisition des connaissances et des valeurs chrétiennes, la transmission de connaissances de base par l'alphabétisation et la connaissance du milieu rural afin de leur permettre de mieux s'intégrer dans leur communauté.

### **13.2.2. Les centres d'alphabétisation**

La commune ne compte que 9 centres d'alphabétisation fonctionnelle en 2005/2006 avec une salle chacun et le nombre d'apprenants, est de 163 dont 100 filles soit 61,35%, encadrés par 18 alphabétiseurs.

Les thèmes traités dans les séances d'alphabétisation sont relatifs à la vie quotidienne et en rapport avec l'agriculture et l'élevage moderne, la nutrition, l'habitat décent, la santé, l'hygiène, le planning familial, les métiers, l'épargne.

Les caractéristiques de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes sont :

- la pénurie d'animateurs alphabétiseurs ;
- l'absentéisme des auditeurs et le manque de suivi.

L'animation des centres d'alphabétisation est assurée par des volontaires dont les prestations sont bénévoles.

### **13.2.3. Les Ecoles de Métiers**

La commune de Gitanga n'a pas des écoles d'enseignement de métiers. Cependant, elle égorge beaucoup de jeunes qui n'ont pas fait l'école ou qui ont abandonné par manque de moyens. Il est pertinent alors d'implanter des écoles d'enseignements de métiers afin que ces jeunes puissent apprendre des métiers. Cela leur permettra ainsi dans l'avenir de voler de leurs propres ailes.

## **13.3. INTERVENANTS**

Les différents intervenants dans le système éducatif burundais sont le gouvernement, les collectivités locales à savoir les provinces et les communes chacune à son niveau, les parents et les différents ONGs locales et internationales, les organismes internationaux et d'autres partenaires.

Tableau 13.3: Intervenants dans l'Education

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Actions/Activités	Bénéficiaires
PRRSLP	Rutana	PNUD	Réhabilitation du centre d'enseignement de métier de Gitaba	Les déscolarisés
CEPEBU	Toute la province	Conseil des Eglises du Burundi, le Gouvernement Suédois),	Construction de trois classes, alphabétisation des adultes	Ecoliers, les adultes et les handicaps
Eglise Anglicane	Giharo, Mpinga, Gitanga, Bukemba et Butare	Conseil des Eglises du Burundi, HCR	Construction d'une école primaire extension du collège communal de Gifunzo et installation de 30 centre d'alphabétisation des adultes.	Les écoles, les élèves et adultes.
CICR	Toute la province	Croix-rouge	Alphabétisation de prisonniers analphabètes	Population carcérales
UNICEF	Toute la province	UNICEF	Distribution du matériel scolaires	Ecoliers et Enseignants
GTZ BMZ	Rutana, Gitanga, Giharo	HCR	Construction des écoles primaires	Ecoliers
TWITEZIMBERE	Toute la province	BM	Construction des écoles primaires	Ecoliers

Source : DPE/Rutana/Mars 2006

## **13.4. CONTRAINTES ET PERSPECTIVES**

### **13.4.1. Contraintes**

Les principales contraintes de l'éducation dans la commune sont l'insuffisance des infrastructures scolaires, des équipements, de matériels didactiques et d'Enseignants et le mauvais état de certains bâtiments scolaires.

### **13.4.2. Perspectives**

- créer des écoles primaires, au moins une par colline;
- créer d'autres collèges communaux ;
- construire des bâtiments ;
- réhabiliter les bâtiments scolaires en mauvais état ;
- recruter des enseignants,
- équiper les établissements scolaires ;
- construire des latrines dans les écoles ;
- construire des homes pour enseignants ;
- approvisionner les établissements scolaires en eau potable ;
- construire des C.F.P.P. et C.F.A.
- construire une école technique complexe.



## **CHAPITRE XIV : JEUNESSE, SPORT ET CULTURE**

### **14.1. ENCADREMENT DES JEUNES**

La population de la commune est majoritairement jeune. Dans la commune, il existe de centres de divertissement : un centre des jeunes. Ce dernier encadre 1123 jeunes dont 681 filles et 442 garçons. Les jeunes des autres zones de la commune se débrouillent eux-mêmes tant bien que mal à se promouvoir.

### **14.2. SPORT**

En matière de sport, la commune ne compte que 16 terrains de football tous en mauvais état. Il n'existe pas un seul terrain de basket ball mais on dénombre deux terrains de volley ball.

### **14.3. CULTURE**

La culture englobe l'ensemble des éléments qui, au cours du temps, ont façonné l'identité d'un peuple ou d'une communauté. Il s'agit notamment des éléments suivants : la langue, les croyances, les mœurs, les connaissances techniques, les fondements de l'organisation sociale, le patrimoine oral et physique dont les expressions musicales, folkloriques et artistiques etc...

La commune détient sa propre danse folklorique qui est « Kigondo ».  
La commune dispose d'un centre d'animation culturel à Gitanga centre.

### **14.4. INTERVENANTS**

Outre, l'Etat, les intervenants dans le secteur sont pour la plupart des ONG internationales.

L'ONG Action Aid qui, à travers son programme « Consolidation de la paix et résolution pacifique des conflits », a pu équiper des groupes culturels et sportifs et organiser des activités sportives et culturelles.

L'ONG GTZ « projet Sécurité Alimentaire et promotion de la paix » qui a démarré ses activités au cours de l'année 2005 et qui a pu financer l'organisation du festival provincial de la jeunesse au mois d'août 2005.

L'ONG TPO organise de temps en temps des rencontres sportives entre les communes.

Le PNUD à travers le PRRSLP.

#### **14.5. CONTRAINTES**

La principale contrainte est liée à la faiblesse organisationnelle des jeunes qui fait que ces derniers ne puissent pas encore se prendre en charge par eux-mêmes.

En effet, la majorité des autres organisations de jeunes sont nées dans le contexte de la crise qui perdure depuis 1993 et pour certaines d'entre elles, l'impact de la crise se fait remarquer au niveau de leur organisation et de leur fonctionnement.

Les autres contraintes sont liées à :

- manque ou insuffisance de la concertation et de la collaboration entre les associations ;
- manque ou inefficacité des structures d'appui à l'insertion économique des jeunes ;
- manque d'encadrement lié à la modicité des moyens consacrés au secteur de la jeunesse, au regard de l'immensité des besoins ;
- manque d'encadrement sportif bien organisé et diversifié devrait occuper une place importante et servir d'espace d'échange et partant de paix entre la population sortant de la guerre.

#### **14.6. PERSPECTIVES**

Les jeunes occupent une place de choix pour le développement durable du pays, pour ce faire il faut :

- renforcer l'encadrement de la jeunesse par les activités génératrices de revenus par les activités sportives ;
- renforcer le dispositif juridique pour lutter plus efficacement contre les abus des adultes délinquants, voire criminels à l'endroit des jeunes;
- former les jeunes à l'entrepreneuriat ;
- promouvoir les activités culturelles à travers des clubs de jeunes.

## **CHAPITRE XV : JUSTICE**

### **15.1. SERVICES JUDICIAIRES**

Il existe un (1) Tribunal de Résidence à Gitanga, seul service judiciaire dans la commune. Les infrastructures de ce Tribunal ne sont pas des locaux propres mais trop vieux. Son équipement est composé de quelques machines à écrire, tables, étagères, chaises, bancs et autres petits outils de travail. Cet équipement d'après le Président du Tribunal, est très insuffisant compte tenu du travail à faire.

Concernant la performance du Tribunal, le nombre de dossiers traités au cours de l'année 2005 était de 125 dont 64 dossiers restant l'année précédente et 61 dossiers enregistrés.

En considérant le nombre de dossiers jugés et clôturés qui est de 71, on peut dire que 56,8% des dossiers ont été jugés et clôturés.

Cependant sur les dossiers jugés et clôturés qui sont de 71, le nombre de dossiers exécutés est de 14 soit 19,72% des dossiers exécutés.

Ce qui montre que le Tribunal est moins performant tant aux dossiers exécutés qu'aux dossiers jugés et clôturés.

### **15.2. JUSTICE GRACIEUSE**

Dans la commune, la justice gracieuse est rendue par 1.252 notables et les élus collinaires dont 416 dans la zone Gitanga, 420 dans la zone Kinzanza et 422 dans la zone Nyakuguma.

Elle est rendue d'une façon arbitrale et réconciliatrice. Les litiges qu'elle tranche sont toutes confondues par ignorance des lois pénale et civile. La nature des sentences rendues est la réconciliation et l'arbitrage aboutissant à de conseils.

La relation de continuité entre la justice gracieuse et la justice moderne existe ; mais pas toujours.

### **15.3. CONTRAINTES**

Les contraintes sont de diverses natures ; entre autre on peut citer :

- lenteur caractérisée de la justice due à la complexité des procédures à suivre ;
- complexité des dossiers relatifs aux conflits liés aux terres, à la succession et à l'application du Code des personnes et de la famille ;
- personnel non qualifié;
- manque de formation spécialisée pour certains domaines
- conditions de travail très précaires ;
- manque de moyens de transport, de communication ;
- délabrement et vétusté des locaux
- insuffisance de matériel d'usage, équipement, etc ...

#### **15.4. PERSPECTIVES**

- allouer un budget conséquent au secteur de la justice ;
- réhabiliter et construire des bâtiments judiciaires et pénitentiaires ;
- rendre fonctionnel les centres d'études et de documentation juridiques ;
- réformer le cadre légal et clarifier les procédures pour pallier aux lenteurs judiciaires et dans l'exécution des décisions rendues ;
- accorder un salaire encourageant pour freiner les défections des cadres compétents ;
- traduire les textes de loi en Kirundi et veiller à leur diffusion.

## **CHAPITRE XVI : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT**

<b>Secteurs</b>	<b>Atouts</b>	<b>Contraintes</b>	<b>Solutions</b>
<b>1. Agriculture</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Terres fertiles</li> <li>-Gamme variée de spéculations agricoles</li> <li>-Main d'œuvre abondante et laborieuse</li> <li>-Faible densité de population</li> <li>-Demande toujours croissante en produits agricoles</li> <li>-Retour de la paix avec possibilité de retour de financement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Exiguïté des terres</li> <li>-Manque de semences de qualité</li> <li>-Manque d'intrants agricoles</li> <li>-Encadrement soumis aux contraintes physiques, structurelles, financières</li> <li>-Maladies</li> <li>-Conjoncture internationale des prix défavorables</li> <li>-Désengagement de la population dans la culture et l'entretien du café.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Varier des spéculations en orientant la recherche vers des cultures oléagineuses</li> <li>-Former et recycler l'agronome communal</li> <li>-Promouvoir l'octroi facile des crédits agricoles</li> <li>-Organiser les agriculteurs en coopératives autour des productions</li> </ul>
<b>2. Elevage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Climat favorable</li> <li>-Existence des pâturages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Mouches très abondantes</li> <li>-Manque d'encadrement</li> <li>-Terres non favorables à la culture des fourrages car il y a beaucoup de termites</li> <li>-Pâturages sèches très vite pendant la saison sèche</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Relancer l'encadrement</li> <li>-Introduire les infrastructures d'élevage</li> <li>-Promouvoir les cultures fourragères résistantes aux termites</li> <li>-Multiplier les pharmacies vétérinaires</li> </ul>
<b>3. Pêche et Pisciculture</b>	La pêche n'est pas pratiquée dans la commune		
<b>3.1. Pêche</b> <b>3.2. Pisciculture</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Existence des lieux pour l'installation des étangs piscicoles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Mauvais état des étangs piscicoles existantes</li> <li>- Manque d'encadrement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Multiplier les installations des états piscicoles</li> <li>- Réhabiliter les étangs piscicoles en mauvais état</li> <li>- Relancer l'encadrement piscicole</li> </ul>
<b>4. Forêts</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Existence des terres à</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La faible capacité institutionnelle en</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer les capacités institutionnelles en</li> </ul>

	reboiser	<p>matière de gestion et d'aménagement des forêts ainsi que la défaillance au niveau de la coordination intersectorielle</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le manque de personnel de moyens matériels et financiers</li> <li>- Manque de structuration de la filière bois</li> <li>- Déboisement illicite</li> <li>- Pratique de feux de brousse</li> <li>- La non disponibilité de semences pour les pépiniéristes</li> </ul>	<p>matière de gestion de forêts</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer les capacités humaines, matérielles et financières</li> <li>- Sensibiliser la population sur les conséquences désastreuses de déboisement et des feux de brousse</li> <li>- Mettre en place un système participatif de surveillance du déboisement</li> <li>- Former les pépiniéristes communautaires</li> </ul>
<b>5. Géologie, Mines, Minerais et Carrière</b>		Absence de minerais, dans le sous sol	-
<b>6. Habitat</b>	Existence des terrains pour bâtir	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque des matériaux de construction</li> <li>- Pas de politique claire en matière de promotion de l'habitat</li> </ul>	Promouvoir et mettre en place une politique nationale de l'habitat.
<b>7. Approvisionnement en eau</b>	-Existence des sources d'eau dans le sous-sol	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de financement</li> <li>- Manque d'équipement et formation technique aux fonteniers</li> <li>- La non redynamisation de la régie communal de l'eau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réhabiliter les infrastructures d'eau détruits et non fonctionnelles</li> <li>- Aménager de nouvelles structures d'eau</li> <li>- Sensibiliser la population à la bonne utilisation, à la prise en charge de l'entretien et à la gestion des installations d'eau</li> <li>- Rechercher les financements pour appuyer les services de RCE</li> </ul>
<b>8. Energie</b>	- Existence de cours d'eau pour la construction de petits barrages(Mukarye, Mutsindosi et Musasa)	<p>Manque de sources d'énergie renouvelable</p> <p>Manque de barrages</p>	Construire de petits barrages sur la Musasa et la Mutsindozi et Mukarye

<b>9. Industrie</b>	-Région du Moso propice à la culture du palmier à huile	Absence d'investissements	Développer la culture intensive du palmier à huile Installer une industrie de fabrication d'huile rouge et sous produits
<b>10. Artisanat</b>	- Existence de différents types d'artisanat	- Le manque d'encadrement institutionnel et technique - Insuffisance de formation, de perfectionnement et de qualifications des artisans -Insuffisance des ressources humaines, matériels et financières - Absence de marché pour y écouler les produits artisanaux - L'accès difficile des artisans au micro-crédit et au marché	- Renforcer des capacités du personnel chargé de l'encadrement des artisans en matière de gestion, d'animation et d'organisation - Améliorer le système d'approvisionnement en matières premières -Promouvoir la micro-entreprise à travers la dynamisation des activités artisanales -Promouvoir l'octroi des micro-crédits aux petits entrepreneurs potentiels artisanaux -Organiser l'écoulement des produits artisanaux par l'exposition
<b>11. Santé</b>	-Dynamisme et disponibilité du personnel soignant -Présence d'ONGs	- Manque d'infrastructure sanitaire - Le manque du personnel soignant et des produits de soins - Manque d'équipement sanitaire	- Construction des infrastructures sanitaires et les équiper - Renforcer le personnel soignant et qualifié - Recruter le personnel soignant en suffisance
<b>12. Education</b>	-Existence d'enfants à l'âge scolaire, -Le désir ou l'engouement des parents d'envoyer leurs enfants à l'école, - Gratuité scolaire	-Insuffisance d'infrastructures scolaires, des équipements de matériel didactique et d'enseignements et le mauvais état de certains bâtiments scolaires.	- créer d'autres écoles primaires - Créer des infrastructures secondaires - Réhabiliter les bâtiments scolaires qui sont en mauvais état - Recruter les enseignants qualifiés - Equiper les établissements scolaires - Approvisionner les établissements scolaires en eau potable

<b>13. Jeunesse, Sport et Culture</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Existence des terrains de jeux de football et volley-ball,</li> <li>- Présence dans la commune d'un centre culturel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Manque ou inefficacité des structures d'appui à l'insertion économique des jeunes</li> <li>- Manque ou insuffisance de concertation et de collaboration entre les associations</li> <li>- Manque d'encadrement sportif bien organisé et diversifié</li> <li>- Manque d'encadrement sportif bien organisé et diversifié</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Promouvoir la culture et le sport ;</li> <li>-Equiper le centre culturel existant en matériel,</li> <li>- Redynamiser les sports pratiqués et promouvoir d'autres</li> <li>- Renforcer l'encadrement de la jeunesse par les activités génératrices des revenus</li> <li>- Former les jeunes à l'entreprenariat</li> <li>- Promouvoir les activités culturelles à travers des clubs de jeunes</li> <li>- Promouvoir les activités à travers des clubs de jeunes</li> </ul>
<b>14. Justice</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Existence du personnel judiciaire en suffisance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Manque de personnel qualifié</li> <li>- Lenteur au niveau de l'exécution des dossiers jugés et clôturés</li> <li>- Insuffisance de matériel d'usage et équipement</li> <li>- Conditions de travail très précaires</li> <li>- Délabrement et vétusté des locaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Allouer un budget conséquent au secteur de la justice</li> <li>- Réhabiliter et construire des bâtiments judiciaires et pénitentiaires</li> <li>- Rendre fonctionnel les centres d'études et de documentation)</li> <li>- Traduire les textes en Kirundi</li> <li>-Accorder un salaire encourageant pour freiner les défection des cadres compétents</li> </ul>



<b>15. Commerce</b>	- Existence de marchés	- Les marchés sont en mauvais état - Toutes les pistes de la commune sont en mauvais état	- Réhabiliter les marchés et les pistes qui sont en mauvais état
<b>16. Institution financière</b>	-Existence des personnes capables de faire l'épargne dans les institutions financières	-Moins d'institutions financières	-Implanter les institutions financières
<b>17. Transport et Communication</b>		-Toutes les pistes de la commune sont en mauvais état -Manque des institutions financières -Manque des moyens de communication	-Chercher des fonds pour réhabiliter les pistes de la commune -Implanter les réseaux de communication

## CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La commune Gitanga est limitée au Nord par la commune Rutana, au Sud par les communes de Makamba et Kayogoro (province Makamba), à l'Est par la commune Bukemba, à l'Ouest par la commune de Rutovu (province Bururi).

Elle s'étend sur une superficie de 290,70 km<sup>2</sup>, soit 15% de la superficie de la province et 1% de celle du pays. Son chef-lieu Gitanga est situé au Sud de la ville de Rutana, chef-lieu de la province.

Sa population est estimée à 61597 à 37050 habitants en 2005, soit 13% de la population la province Rutana et 0,48% de celle du pays. Sa densité de 127 habitants /km<sup>2</sup> se compte parmi les plus faibles du pays.

La commune de Gitanga s'étend dans les régions naturelles Moso, Buyogoma, Buragane et Bututsi. Le climat est du type tropical tempéré.

Le régime pluviométrique varie de 1175 à 1210mm fait apparaître une saison sèche de quatre mois et une saison des pluies d'octobre en avril avec un maximum en avril et un minimum en janvier. Les températures varient de 11-28°C au cours de l'année.

Sur le plan administratif, la commune comprend 3 zones, à savoir : Gitanga, Kinzanza et Nyakuguma. Ces zones sont subdivisées à leur tour en 25 collines de recensement.

Sur le plan agricole, la commune à l'instar de la province, a connu ces dernières années une sécheresse qui a entraîné une baisse considérable de la production agricole. Cette baisse de production a engendré la famine dans la commune.

Beaucoup d'efforts restent à fournir au niveau des élevages bovins de type traditionnel, mais surtout au niveau des élevages à cycle court, seule source de développement rapide des protéines d'origine animale.

La commune jouit des certaines potentialités, relevées ci-haut, qui constituent un ensemble d'atouts à son développement socio-économique.

Malgré ces performances apparentes, l'élan de développement semble s'arrêter à cause de plusieurs contraintes auxquelles se butte la commune. Parmi ces obstacles on peut retenir, entre autres : la dégradation des routes et d'autres moyens de communication ; le manque des moyens de transport, l'insuffisance de l'énergie électrique des pièces de rechange, et de carburant ; l'absence de crédit et des intrants agricoles; la dégradation de beaucoup d'autres infrastructures de base dans tous les secteurs de l'économie communale.

A cet effet, les potentialités disponibles ne peuvent profiter à la population que dans la mesure où ces contraintes citées ci-haut étaient supprimées. Pour y parvenir et opérer de changements dans la vie économique de la commune. Il faudra entreprendre quelques actions dont les principales sont :

1. Assurer la distribution des intrants agricoles, vétérinaires aux agri-éleveurs à temps et aux prix rémunérateurs ;
2. Favoriser l'octroi de crédits aux associations et groupements des producteurs en allégeant les conditions d'octroi et celles de remboursement ;
3. Réhabiliter et renforcer les centres semenciers et les infrastructures zoo-sanitaires existants, mais abandonnés ;

4. Encourager le personnel d'encadrement de tous les secteurs en leur assurant des salaires décents et en les motivant par l'amélioration des conditions de travail ;
5. Réhabiliter et renforcer les infrastructures de base ;
6. Appuyer l'organisation des coopératives et associations paysannes ;
7. Initier un programme de reboisement dans les zones menacées par les érosions, la déforestation massive à cause de l'utilisation de bois de chauffe et de charbon de bois ;
8. Associer à l'action de développement agricole, pastorale et forestier, une amélioration et renforcement des structures d'autres secteurs tels que l'énergie, l'éducation, les transports et tant d'autres qui ont un impact dans le bien-être matériel et social de la population.

Les perspectives de développement de cette commune doivent se baser sur l'agriculture.

La stratégie agricole sera orientée vers l'intensification de la production des cultures vivrières et de l'élevage pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et au besoin de constituer des réserves stratégiques à long terme et vers le reboisement dans certaines parties de la commune.

Les cultures tels que le palmier à huile, l'arachide et l'ananas devront également être encouragés pour permettre l'installation des agro-industries et de générer des emplois.

## **BIBLIOGRAPHIE**

1. PNUD : La pauvreté au Burundi : le poids de la disparité 1998.
2. PAS : Cadre stratégique intérimaire de lutte contre la pauvreté au Burundi ; document synthèse sur le diagnostic des conditions de vie et de pauvreté 2001.
3. Ministère de l'action sociale et de la promotion de la femme : Politique sectorielle du ministère 2002-2004, 2002.
4. ISTEERU : Information du système d'information statistique sur la population au Burundi.
5. PNUD/PRRSLP : Plan opérationnel intégré de réintégration/réhabilitation des sinistrés et de lutte contre la pauvreté 2006.
6. Ministère de l'intérieur et de la sécurité publique : Découpage administratif du Burundi 2005.
7. Banque Mondiale : Enquête participative sur la pauvreté au Burundi 1998.
8. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage : Rapport de réflexion sur le crédit agricole au Burundi 1998.
9. Gouvernement de la République du Burundi : Programme d'urgence 2006.
10. PAS : Evaluation des initiatives à la base 2000.
11. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions du secteur de la santé et des services connexes.
12. MISP/Département de la population : Estimation de la population burundaise par sexe et par groupes d'âge quinquennaux selon les circonscriptions administratives (provinces et communes 2005).
13. ISTEERU : Base de données pour les indicateurs du développement humain durable 1990-2000, mai 2002.
14. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Agriculture et Développement du monde rural 2000.
15. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions de réinsertion et de réinstallation des sinistrés 2000.
16. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Education et services connexes 2000.
17. Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique ; Rép. du Burundi- IFES- USAID- Bujumbura- Janvier 2005 : Découpage Administratif du Burundi.
18. DPAA/Rutana: Rapport annuel 1995.
19. MISP/PDCLCP : Plan triennal de développement socio-économique de la province de Rutana (2001-2003) ; août 2000.
20. HCR
21. Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction : Population Burundaise de 1990 à 2003 : Estimation Projet BDI/99/P04-Appui à l'Elaboration et la mise en Oeuvre de la Politique Nationale de Population.
22. Ministère de la Planification du Développement et de Reconstruction : appui à la prise en compte des questions de Population dans les Programmes de développement : Population Burundaise en 2003.
23. OCIBU- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
24. OTB- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
25. COGERCO- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
26. SOGESTAL : Rapports Annuels 2003 ; 2004 ; 2005.

## ANNEXES

### **ATELIER PROVINCIAL DE VALIDATION DES MONOGRAPHIES COMMUNALES ET PROVINCIALE DE LA PROVINCE RUTANA**

Rutana, le 03 août 2006

#### PROCES VERBAL

L'an deux mille six, le jeudi, trois août, se sont réunis autour du Gouverneur de la province Rutana, tous les responsables sectoriels provinciaux dont la liste est en annexe, tous les administrateurs communaux, l'antenne provinciale du Plan à Rutana et une équipe du Programme d'Appui à la Gouvernance, Sous Programme Planification Locale, pour procéder à la restitution et à la validation technique des projets de monographies communales et provinciale.

Cette validation est intervenue après plusieurs corrections des documents provisoires.

Une journée de travail regroupant chaque sectoriel provincial et ses agents communaux a précédé la présente session de validation officielle.

Après présentation des corrections, amendements aux textes initiaux et enrichissements apportés par les différents responsables sectoriels et administrateurs, les participants à l'atelier provincial de validation ont adopté le fond et la forme des documents présentés.

Les documents validés sont :

1. La monographie de la commune Bukemba
2. La monographie de la commune Giharo
3. La monographie de la commune Gitanga
4. La monographie de la commune Mpinga-Kayove
5. La monographie de la commune Musongali
6. La monographie de la commune Rutana
7. La monographie de la province Rutana

Fait à Rutana, le 03 août 2006

L'Antenne provinciale  
du Plan

  
NIBIKORA Félicien

VNU Spécialiste représentant le SPPI.













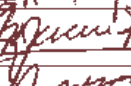




  
ESSOTINA Tchagnaou











Le Gouverneur de la Province Rutana

Madame KARARUFISE Marcelline



**LISTE DES RESPONSABLES PROVINCIAUX ET COMMUNAUX  
AYANT PARTICIPE A LA VALIDATION DES MONOGRAPHIES  
COMMUNALES ET PROVINCIALE DE RUTANA**

N°	Nom et Prénoms	Fonction	Secteur analysé	Signature
1	BARARUFISE Marcelline	Gouverneur	Toutes les monographies	
2	NIYUNGEKO Joseph	Conseiller Economique du Gouverneur	Transport et Communication	
3	CISHAHAYO Edouard	Conseiller Socio-Culturel du Gouverneur	Jeunesse et Sport	
4	SINDAMUKA Jonas	Responsable Provincial CDF	Action Sociale	
5	BITANGIMANA Valérie	Coordinatrice Provinciale de l'Enseignement des Métiers	Industrie et Artisanat	
6	CISHAHAYO Protais	Président TGI	Justice	
7	NKESHIMANA Amani Emile	Inspecteur des Finances Communales	Commerce et Services	
8	SINZUMUSI Anicet	Chargé de la Planification Scolaire	Education	
9	NTINESIWA Philippe	Forestier Provincial	Forêts	
10	NKURUNZIZA Didace	Responsable de Secteur Pêche et Pisciculture	Pêche et Pisciculture	
11	ZAKANA Nicélathe	Chef de service de la production végétale	Agriculture	
12	SINDAYE Michel	CP/RCE	Eau et Energie	
13	NDAYIZEYE Léonidas	Responsable REGIDESO	Eau et Energie	
14	NIBIKORA Félicien	APP	Description Physique	
15	KARAHAMBERE Godfroid	Chef sectoriel Habitat	Habitat	
16	KARIKURUBU Charles	Chef Sectoriel	Tourisme et Hôtellerie	
17	GATERETSE Prosper	Responsable Provincial Génie Rural	Transport et Communication	












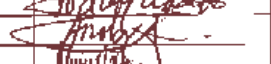







18	NDITJE Melchiade	Gestionnaire du BPS	Santé	
19	KANYEGERI Cassien	DPAE	Agriculture	
20	BUTUNAGU Helménégilde	Vétérinaire provincial	Elevage	
21	NIYONSAVYE Fidélité	Chef de secteur santé	Santé	
22	NIYONGABO Protais	Administrateur Commune Bukemba	Monographie Communale Bukemba	
23	BAHIZI Gilbert	Administrateur Commune Musongati	Monographie Communale Musongati	
24	BAGWIRE Pétronie	Administrateur Commune Mpinga	Monographie Communale Mpinga	
25	MINANI Gaspard	Administrateur Commune Gitanga	Monographie Communale Gitanga	
26	NDAYIRAGIYE Juvénal	Administrateur Commune Rutana	Monographie Communale Rutana	
27	BAMBONEYEHO Siméon	Administrateur Commune Giharo	Monographie Communale Giharo	

**LISTE DES CADRES COMMUNAUX AYANT PARTICIPE A LA CORRECTION  
DES DOCUMENTS AVANT VALIDATION OFFICIELLE**

Rutana, le 02/08/2006

N°	Nom et Prénoms	Fonction	Signature
1	NDIKUMASABO Vincent	Chargé de carte scolaire Gitanga	
2	NMUBONA J. Bosco	Chargé de carte scolaire Rutana	
3	NDIMBANE Cyrille	Chargé de carte scolaire Musongati	
4	TANGISHAKA Mathieu	Chargé de carte scolaire Mpinga	
5	MUGABARAHEBA Ildephonse	Responsable Action Aid	
6	NGENZIRABONA Jean	Chargé de carte scolaire Giharo	
7	BIRAZUNGURUKA Martin	Chargé de carte scolaire Bukemba	
8	BAYISABE Ildephonse	Comptable communal de Rutana	
9	NDAYIRAGIJE Juvénal	Comptable communal Mpinga	
10	NDIKURIYO Jean	Comptable communal Gitanga	
11	NLIMBERE Jeannine	Comptable communal Bukemba	
12	NDIHOKUBWAYO Ruth	Caissière Rutana	
13	MUZIZE Jean- Bosco	Comptable communal Journaliste	
14	ZAKANA Zacharie	Forestier communal Gitanga	
15	MUKEGNA Onesphore	Forestier communal Rutana	
16	NDUWAYO Nestor	Forestier communal Bukemba	
17	NTIRAPEBA Léonidas	Forestier communal Giharo	
18	NZFYIMANA Désiré	Forestier communal Musongati	
19	MINANI Edmond	Forestier communal Mpinga	
20	NDAYIRAGIJE Sylvestre	Vétérinaire communal de Gitanga	
21	NDUWAYEZU Richard	Vétérinaire communal Rutana	
22	NIYONKURU Gilbert	Vétérinaire communal Giharo	
23	NIHENDE Emile	Vétérinaire communal Mpinga	
24	NDAYIRAGIJE Boniface	Vétérinaire communal Musongati	
25	BAZIRUBUSA Vénérand	Agronome communal	



		Rutana	
26	NGENDAKUMANA Gérard	Agronome communal Gitanga	
27	KAVAKURE Emmanuel	Agronome communal Bukemba	
28	NGENZIMINWE Désirée	Agronome communal Musongati	
29	NIYIZIGAMA Nestor	Agronome communal Mpinga	
30	NDAYISHIMIYE J.Claude	Agronome communal Giharo	
31	RURIHAFI Joseph	Fontainier communal Bukemba	
32	NIJIMBERE Séverin	Fontainier communal Gitanga	
33	NYANKA Benoît	Fontainier communal Musongati	
34	RWEGO Pascal	Fontainier communal Giharo	
35	MPFAYOKURERA Melchiad	Fontainier communal Mpinga	
36	NDIKUMANA Come	Fontainier communal Rutana	
37	KAZAGE Exupéry	TM TPO	
38	BIGIRIMANA Savin	TPS Musongati	
39	NDAYATUKE Fidèle	TPS Musongati	
40	BIGIRINDANVYI Anastasic	PAM	
41	NKURUNZIZA Bonoface	TPS Bukemba	
42	NDUWIMANA Bercumas	TPS Giharo	
43	NIMPAYE Félix	TPS Gitanga	
44	NDIKURIYO Aloys	TPS CPPS BPS	
45	MAZOYA J. Bosco	TPS Rutana	